



Rapport d'activité 2018

SOMMAIRE

PRÉFACE	7
INTRODUCTION	9
LES PROGRAMMES SCIENTIFIQUES	13
MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES	17
Documenter la dynamique financière	17
<i>Mise à jour de EQCHANGE (base de données sur les taux de change effectifs) ...</i>	<i>17</i>
<i>L'impact macroéconomique des chocs fiscaux : une approche narrative sur 35 pays avancés</i>	<i>17</i>
<i>Partage de la valeur ajoutée et gouvernance d'entreprises</i>	<i>18</i>
<i>La croissance potentielle</i>	<i>18</i>
<i>Quantifier le Profit Shifting avec les actifs bilatéraux</i>	<i>19</i>
Analyser les déterminants du cycle financier et la transmission des chocs	19
<i>Déséquilibres globaux, chaînes de valeur mondiales et productivité</i>	<i>19</i>
<i>Déséquilibres mondiaux : quel est le rôle joué par les migrations internationales ?</i>	<i>20</i>
<i>Cycle du crédit et cycle électoral</i>	<i>21</i>
<i>Mesurer la pro-cyclicité des activités de crédit</i>	<i>21</i>
Comprendre ses implications : Finance et allocation des ressources	22
<i>Le déclin de la productivité en Europe : une analyse sectorielle du rôle des frictions financières</i>	<i>22</i>
<i>Chocs financiers et investissement des entreprises : quel rôle pour la granularité ?</i>	<i>23</i>
<i>Prolongements de la recherche sur le financement du changement climatique</i> ...	<i>24</i>
Politique économique	24
<i>Politiques macroéconomiques dans la zone Euro avec agents hétérogènes</i>	<i>24</i>
<i>Appartenance à la zone euro : une approche basée sur les taux de change d'équilibre</i>	<i>25</i>
<i>Choix du régime de change et capacité d'ajustement des économies</i>	<i>25</i>
<i>La Chine après le congrès du PCC</i>	<i>26</i>
<i>Poursuite des recherches de fond sur la monnaie</i>	<i>26</i>
Autres projets	27
<i>Risque souverain et dynamique des marchés d'actifs dans la zone euro</i>	<i>27</i>
<i>Le rôle des politiques fiscales dans les déséquilibres franco-allemands</i>	<i>27</i>
<i>Effets de la politique monétaire non conventionnelle : l'expérience française</i>	<i>28</i>
<i>Ventes paniques d'actifs et composition du secteur financier</i>	<i>29</i>
<i>Concentration financière et partage de la valeur ajoutée</i>	<i>29</i>
<i>La conception d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine pour la zone euro : les enjeux</i>	<i>30</i>
MIGRATIONS INTERNATIONALES	33
Migrations et dynamiques régionales	33
<i>Commerce, migrations et désintégration régionale</i>	<i>33</i>

S O M M A I R E

<i>Modélisation de l'impact des changements climatique sur les flux migratoires internationaux</i>	33
<i>Migrations de retour et diffusion des connaissances</i>	34
<i>L'impact économique de l'immigration en Europe</i>	34
Migrations et marchés du travail des pays d'accueil	35
<i>Les effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi en France, une analyse de longue période</i>	35
<i>Emploi des travailleurs immigrés et productivité des entreprises</i>	35
<i>Diversité culturelle et compétitivité internationale</i>	36
<i>Les flux intraeuropéens de travailleurs détachés : une grille d'analyse</i>	36
Migrations et structures politiques	37
<i>L'émigration sélective après les révolutions échouées de 1848 et la montée du Parti Nazi</i>	37
Migrations étudiantes	37
<i>Internationalisation de l'enseignement supérieur français – une approche par la diversité</i>	37
<i>Analyse économétrique de l'impact des politiques publiques spécifiques aux étudiants étrangers en France</i>	38
Autre projet	39
<i>Les effets de l'immigration sur le marché du travail : une revue de la littérature</i> ... 39	
POLITIQUES COMMERCIALES	43
Retour du protectionnisme	43
<i>Brexit : intérêts offensifs et défensifs des parties</i>	43
<i>Utilisation des mesures antidumping et impact sur les décisions d'exportation des producteurs chinois</i>	44
<i>Nouvelles questions à l'OMC et dans les accords régionaux</i>	44
<i>Régionalisme politique vs régionalisme économique</i>	45
<i>Numérique et commerce dématérialisé</i>	45
<i>Un réexamen de la valeur du régionalisme européen</i>	46
<i>Accès aux marchés publics</i>	47
Impact microéconomique des politiques commerciales	48
<i>Impact du Statut d'Opérateur Économique Agréé et des accords de reconnaissance mutuelle de ce statut</i>	48
Outils	49
<i>Bases de données des instruments de politiques commerciales</i>	49
<i>Modélisation des impacts des politiques commerciales en présence de firmes hétérogènes</i>	49
<i>Développements de MIRAGE-e</i>	50
<i>MIRAGE en valeur ajoutée</i>	50
Autres projets	51
<i>Évaluation économique et environnementale du CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement)</i>	51
<i>Trajectoires de long-terme en équilibre général calculable</i>	53

S O M M A I R E

<i>Tensions commerciales internationales - Impact des mesures protectionnistes des États-Unis</i>	54
<i>Le commerce informel en Afrique: les enseignements d'une enquête aux frontières du Bénin</i>	55
<i>Institutions et évasion douanière</i>	56
<i>Transition nutritionnelle et demande alimentaire globale</i>	56
<i>Les droits de douane et le commerce au XXI^e siècle</i>	57
<i>Le rôle des concessions tarifaires en Asie de l'Est</i>	57
<i>La libéralisation du commerce agricole a-t-elle eu lieu ?</i>	58
ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL	61
Multinationales et chaînes internationales de valeur	61
<i>Stratégie de localisation dans le secteur automobile</i>	61
<i>Granularité et performance commerciale : le cas de l'industrie automobile</i>	61
<i>Fiscalité et approvisionnement en services des entreprises multinationales</i>	62
<i>Activités des multinationales, fiscalité et revenus d'investissements directs étrangers</i>	62
<i>Prix des inputs et allocation du travail entre établissements au sein des entreprises</i>	63
Mondialisation et marché du travail	64
<i>Allocation des facteurs productifs et performance à l'export des entreprises françaises</i>	64
<i>L'impact de la technologie et du commerce sur la productivité des entreprises</i>	64
<i>Fragmentation de la production et répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail</i>	65
<i>Salaire minimum et profitabilité des entreprises</i>	65
Compétitivité	66
<i>Le point sur la compétitivité de la France</i>	66
<i>Impact de la composition des dépenses publiques locales sur la compétitivité des entreprises</i>	66
<i>Contrôle qualité et performance à l'exportation des entreprises agroalimentaires françaises</i>	67
<i>Estimation des paramètres de la distribution des exportateurs français</i>	67
Commerce et spécialisation	68
<i>La politique de recentrage chinoise : bilan et perspective</i>	68
<i>Zone euro : commerce, déséquilibres et spécialisation</i>	68
<i>La nature des échanges mondiaux par type de commerce et le cas particulier de l'Union européenne</i>	69
<i>Économie numérique, chaîne de valeur et productivité</i>	70
<i>Quelle place pour l'Inde dans l'économie mondiale ?</i>	70
Bases de données et profils pays	71
<i>CHELEM</i>	71
<i>BACI - TUV</i>	71
<i>Profils du CEPII</i>	71
<i>Base de données harmonisée du commerce de services</i>	72
<i>Élasticités Internationales : une nouvelle base de données</i>	72

S O M M A I R E

Autres projets	73
<i>Spécialisations USA-UE-Chine et reconfiguration du commerce mondial</i>	73
<i>L'économie turque dans l'état géopolitique</i>	73
LES ANNEXES	75
1. Les publications du CEPII	77
2. Le site internet du CEPII	95
3. Les publications hors CEPII	101
4. Le CEPII dans les médias	107
5. Rencontres organisées par le CEPII et le Club du CEPII	111
6. Participation à des groupes de travail et comités d'experts	119
7. Relations partenariales du CEPII	125

PRÉFACE

La conjoncture relativement faste à l'échelle mondiale au début de l'année 2018 marquait une étape, que l'on pouvait interpréter comme la fin de l'après-crise, si l'on entend par là le laps de temps nécessaire pour que les politiques de remédiation à ses effets portent pleinement leurs fruits. Enfin, la croissance avait retrouvé un niveau sinon bon, du moins acceptable au regard des fondamentaux, dans la plupart des grands pays ; la normalisation des politiques monétaires pouvait apparaître comme le point d'ancrage des débats des années à venir, avec pour horizon le retour à régime de croissance stabilisé.

En matière de relations économiques internationales, pourtant, l'année a été riche en secousses profondes et en incertitude radicale. L'Amérique de Donald Trump a commencé à mettre en œuvre ses menaces de mesures protectionnistes, déstabilisant le système commercial multilatéral sans qu'il y ait d'alternative crédible, semblant subordonner les relations commerciales aux rapports de force géopolitique, tout en dopant son économie par une relance fiscale d'envergure. La Chine, contrôlant le ralentissement de sa croissance, a affirmé plus encore sa capacité à innover et à projeter sa puissance économique à l'échelle mondiale. L'Europe, retrouvant enfin une meilleure santé économique dans la plupart des États membres, reste marquée par des déséquilibres internes importants et des débats controversés sur l'évolution de sa gouvernance. La négociation du Brexit a débouché sur un projet d'accord qui n'a pas trouvé de traduction politique pour l'instant, maintenant entière l'incertitude sur la suite du processus et sur la relation qui s'annonce avec son grand voisin. La sévérité de la crise climatique et environnementale est apparue un peu plus grande chaque jour. L'endettement en devises a continué d'augmenter dans nombre d'économies émergentes et en développement, en particulier chez les entreprises.

En somme, l'économie mondiale traverse une période de changements structurels et ne ressemble décidément plus à ce qu'elle était avant la crise. Comprendre la nature de ces évolutions, les conséquences qui s'ensuivent et les défis qu'elles posent, est un enjeu majeur pour éclairer des décisions publiques et privées qui, pour un nombre croissant, ne prennent sens que dans le contexte international. Le CEPIL, qui fêtait son quarantième anniversaire, a cette année encore largement contribué à éclairer ces questions en combinant des travaux de recherche inscrits dans la longue durée avec des publications, contributions et débats répondant plus directement à l'actualité, comme le montre bien ce rapport d'activité. Toute l'équipe du CEPIL se joint à moi pour vous en souhaiter une agréable lecture.

Jean Lemierre
Président du Conseil du CEPIL

INTRODUCTION

Comme l'année précédente, l'économie internationale s'est retrouvée en 2018 au cœur de l'actualité, dans un contexte très tendu. Le Brexit et la politique internationale de l'administration Trump en sont probablement les exemples les plus frappants, mais le débat sur la gouvernance de la zone euro, la fragilité financière de certains émergents, la sensibilité politique des questions migratoires et la montée de l'endettement en devises dans beaucoup d'économies ont également été des sujets de débats de premier plan. Ce contexte a amené le centre à consacrer sans doute plus de temps qu'habituellement au traitement de questions d'actualité, mais il n'a pas pour autant délaissé le travail de fond de recherche et d'investissement méthodologique, comme en atteste ce rapport d'activité.

Comme de coutume, en effet, l'équipe du CEPII s'est efforcée de fonder ses éclairages sur des travaux de recherche approfondies mais accessibles à tous, sur ses bases de données, ses publications, ses interventions, ses séminaires et conférences (44 y compris celles du *Club du CEPII*, voir annexes 1 et 2). A l'occasion de la célébration des 40 ans du centre, qui a donné lieu à une conférence, un ouvrage intitulé *Carnets graphiques* a également été réalisé pour documenter de façon large et didactique la réalité de la mondialisation, telle qu'elle s'est développée au long de ces quatre décennies. Il s'ajoute à l'ouvrage *L'économie mondiale*, que le centre publie chaque année en septembre.

Ces travaux rencontrent un large écho, comme en témoigne par exemple l'intense fréquentation de notre site internet (près de deux millions de pages vues et 250 000 visites, plus de 100 000 téléchargements l'an dernier, d'après les chiffres Google Analytics). En 2018, les économistes du CEPII ont publié 170 articles de presse et réalisé 300 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 2 226 fois sur le web et dans la presse écrite (voir annexe 3).

Pour résumer l'activité de l'année écoulée, ce rapport suit la division habituelle des activités du CEPII d'abord par programme scientifique puis, au sein de chacun, par projet. Dans chaque thématique, les axes de recherche structurant une démarche cohérente inscrite dans la durée sont combinés avec des travaux répondant aux développements plus récents de l'actualité économique mondiale.

Macroéconomie et finance internationales

Nous poursuivons nos efforts d'analyse du cycle financier international: documenter, analyser ses déterminants, la transmission des chocs financiers et comprendre ses implications économiques. Nous avons documenté l'évolution des mésalignements réels, grâce à notre base inédite Eqchange, mise à jour et améliorée cette année. Sur les déterminants, nous avons mis l'accent sur les facteurs fiscaux, pour étudier la place de l'évasion fiscale dans les échanges financiers internationaux et déterminer dans quelle mesure les divergences de politique fiscales ont pu affecter l'équilibre épargne-investissement au sein de la zone euro. Sur la transmission des chocs, soulignons les travaux sur la crise des dettes souveraines et son impact sur le marché des actions, ainsi que l'analyse empirique des effets sur le crédit aux entreprises de la politique monétaire non conventionnelle de la BCE. Concernant les implications, nous avons étudié l'effet du cycle financier sur les écarts de productivité d'une part et sur l'investissement via son impact sur les grandes entreprises d'autre part.

Nous poursuivons nos analyses de fond sur les grandes évolutions internationales : la transformation du régime de croissance, l'évolution de la Chine dans l'économie mondiale, le débat sur la restructuration des dettes. Une série de travaux a enfin documenté les effets sur les déséquilibres globaux de récents développements internationaux comme l'intégration des chaînes de valeurs et les migrations. Au total, bon nombre de ces travaux sont appliqués à la zone euro, ce qui nous permet d'éclairer son fonctionnement. Quels sont les principaux enseignements? Les mésalignements réels étaient présents à l'origine de l'euro et se sont approfondis. L'accumulation de déséquilibres au sein de la zone euro est en partie imputable au cycle du crédit. Pour compléter cette analyse empirique, nous avons poursuivi nos efforts pour nous doter à moyen terme d'un outil analytique pour mesurer les effets de politique économique en zone euro.

Migrations internationales

Sur les migrations internationales, un premier axe de recherche a porté sur le lien entre migrations et dynamiques régionales. Il recouvre des travaux de modélisation de l'effet sur les flux migratoires des accords de libre-échange, d'une part, et du changement climatique, d'autre part, l'analyse de l'impact des migrations de retour sur la compétitivité et une revue d'ensemble de la littérature sur l'impact économique de l'immigration en Europe.

Les travaux sur l'impact des migrations sur le marché du travail des pays d'accueil, axe de recherche traditionnel, ont porté sur l'analyse de longue période dans le cas de la France (1960-2010), l'impact des travailleurs immigrés sur la productivité des entreprises et la compétitivité internationale du pays d'accueil, et les flux intra-européens de travailleurs détachés. Une revue très exhaustive de la littérature sur l'impact des migrations sur le marché du travail des pays d'accueil a également été publiée.

L'impact politique des migrations a également été analysé en utilisant des outils économétriques, tandis que deux projets toujours en cours concernent les migrations étudiantes.

Politiques commerciales

Le programme Politiques commerciales a été fortement sollicité en 2018 en raison de la montée des tensions protectionnistes, du Brexit, du processus de ratification du CETA, de la place centrale du CEPII au sein de la communauté des modélisateurs en équilibre général. A ces sujets d'actualité se sont ajoutés l'entretien et l'amélioration des outils de l'équipe, notamment pour prendre en compte de façon plus complète le fractionnement international des chaînes de valeur – une demande récurrente du Conseil du CEPII – et l'investissement dans de nouveaux sujets comme les marchés publics ou le commerce électronique. Des sujets plus proches des questions de développement ont également été assez naturellement ajoutés au programme de travail (intégration régionale, évasion douanière, nutrition) en raison de la forte demande pour les sujets concernant l'Afrique. Face à l'abondance des thèmes et à sa taille réduite, l'équipe n'a pas hésité à sacrifier plusieurs projets inscrits au programme de travail mais qui apparaissaient moins prioritaires. Cette flexibilité a permis au final au Centre d'être très présent à la fois dans les débats publics et dans la littérature scientifique.

Analyse du commerce international

Les travaux du programme Analyse du Commerce International sont structurées autour de quatre grands thèmes. Le premier concerne l'activité des entreprises multinationales et les chaînes mondiales de production, avec notamment cette année des travaux sur les décisions de (dé)localisation des activités d'assemblage dans le secteur automobile et l'impact des stratégies d'évitement fiscal des multinationales sur le compte courant.

L'impact du commerce international sur le marché du travail constitue une seconde thématique structurante du programme. Elle s'est focalisée cette année sur le lien entre mondialisation, adoption de technologies et la demande de main-d'œuvre qualifiée ou non qualifiée, ainsi que sur l'impact du développement des chaînes de valeur sur la part du travail dans la valeur ajoutée nationale.

Le troisième thème est celui de la compétitivité, qui a notamment donné lieu à la publication d'un *Policy Brief* sur la situation française. Enfin, des travaux sur l'analyse du commerce et la spécialisation constituent un quatrième ensemble intégrant des projets sur l'évolution de la part des biens intermédiaires dans le commerce mondial et sur l'insertion internationale de la Chine ou de la zone euro.

Par ailleurs, comme chaque année, l'équipe a consacré un effort important au développement et à la mise à jour des bases de données sur le commerce (Chelem, BACI, Profils Pays...). Ces bases de données ont aussi bien vocation à alimenter les travaux de recherche qu'à être une source d'information et de pédagogie sur l'insertion internationale des économies.



Les programmes scientifiques

Programme



■ Macroéconomie et finance
internationales

MACROÉCONOMIE ET FINANCE INTERNATIONALES

DOCUMENTER LA DYNAMIQUE FINANCIÈRE

Mise à jour de EQCHANGE (base de données sur les taux de change effectifs)

Carl Grekou

Ce projet avait pour objectif, dans un premier temps, de mettre à jour la base de données EQCHANGE sur les taux de change et, dans un second, de la rendre encore plus attractive en permettant plus d'options dans le choix des données. Ainsi, la base sur les taux de change effectifs propose désormais aux utilisateurs une option relative au choix de la fréquence des données, qui peut être annuelle, trimestrielle ou mensuelle.

Le nombre de spécifications disponibles dans la base sur les taux de change d'équilibre et les mésalignements de change a été étendu.

La mise à jour d'EQCHANGE a donné lieu à la publication d'un document de travail proposant une analyse détaillée des différentes évolutions observées entre 2017 et 2018, et documentant la comparaison à d'autres estimations, notamment celles du FMI.

L'impact macroéconomique des chocs fiscaux : une approche narrative sur 35 pays avancés

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf (UCLA, Université de Californie)

Quels sont les effets d'une baisse ou d'une hausse d'impôt sur l'activité ? Par quels canaux les changements fiscaux ont-ils un effet sur l'activité ? Il existe de façon surprenante peu de consensus sur les impacts macroéconomiques des changements de taxe. Tout d'abord, parce que les deux principales méthodes empiriques utilisées pour évaluer la taille des multiplicateurs fiscaux aboutissent à des résultats divergents : les méthodes structurelles trouvent des multiplicateurs faibles (inférieurs à 1) tandis que l'approche narrative aboutit à des multiplicateurs élevés (entre 2 et 3). Les canaux de transmission des politiques fiscales sont également très débattus. Les changements fiscaux peuvent affecter en même temps l'offre, c'est-à-dire les incitations des agents, et la demande, et il est difficile empiriquement de dissocier ces deux effets.

Ce projet permet d'apporter un nouvel éclairage sur les conséquences macroéconomiques des chocs fiscaux via les taxes

RÉFÉRENCE(S)

"EQCHANGE Annual Assessment 2018"
C. Grekou
CEPII Working Paper
N° 2018-23, décembre..

RÉFÉRENCE(S)

"Property Tax Shocks and Macroeconomics"
F. Geerolf, T. Grjebine
CEPII Working Paper
N° 2018-03, mars.

"Augmenter ou réduire les impôts : quels effets sur l'économie ? L'exemple de la taxe foncière"
F. Geerolf, T. Grjebine
La Lettre du CEPII
N° 386, mars.

"Une hausse de la taxe foncière aurait des effets très négatifs"
T. Grjebine
Alternatives Économiques
13 avril 2018.

"Effets macroéconomiques des politiques fiscales : Keynes, le retour"
F. Geerolf, T. Grjebine
dans *L'économie mondiale 2019*,
Coll. Repères, La Découverte,
Paris, 2018, chap. iv.

foncières. L'utilisation de cette taxe permet de réconcilier les deux approches utilisées dans la littérature empirique pour mesurer les effets des chocs fiscaux – l'approche narrative et l'approche structurelle – en montrant que dans les deux cas les multiplicateurs sont élevés, c'est-à-dire entre 2 et 3. Elle permet également d'identifier précisément les canaux de transmission d'un choc fiscal sur l'activité. Dans la mesure où la taxe foncière est réputée, depuis Adam Smith et David Ricardo, n'avoir pas d'effets sur les comportements des agents économiques (les effets d'offre), en particulier les incitations des ménages à travailler, ou celles des entreprises à investir, ses effets sur l'activité économique ne peuvent passer que par la demande agrégée. Dès lors, le résultat d'un multiplicateur fiscal élevé est sans ambiguïté lié à une variation du revenu disponible et donc à un effet de demande agrégée.

Un *Document de travail* a été publié en 2018 ainsi qu'une *Lettre du CEPII* qui résumait ce travail. Un chapitre dans l'ouvrage *L'économie mondiale* a également été publié qui documente le lien entre les erreurs commises ces dernières années en matière de politique fiscale et le développement de modèles macroéconomiques dans lesquels, quasiment par hypothèse, les hausses d'impôts ne peuvent pas avoir d'effets récessifs – les seuls effets de l'impôt passant par des effets d'incitations. Les hypothèses sous-jacentes de ces modèles ont pourtant été largement rejetées par les études empiriques.

RÉFÉRENCE(S)

"Partage de la valeur ajoutée : Une déformation au détriment du travail"
S. Piton, A. Vatan
dans *Camets graphiques du CEPII*
"L'économie mondiale dévoile ses courbes"
Avril 2018.

"Le partage de la valeur ajoutée : un problème capital"
S. Piton, A. Vatan
dans *L'économie mondiale 2019*,
Coll. Repères, La Découverte,
Paris, 2018, chap.v.

Partage de la valeur ajoutée et gouvernance d'entreprises

Sophie Piton, Antoine Vatan

Depuis 30 ans la part attribuée au travail tend à baisser. Ce projet teste l'hypothèse que la financiarisation et les changements dans les modes de financement et de gouvernance des entreprises ont conduit à privilégier la rémunération des actionnaires aux dépens de celle des salariés, participant à cette baisse. Notre travail a permis d'établir une relation entre la structure de financement des entreprises, la gouvernance et le partage de la valeur ajoutée.

La croissance potentielle

Michel Aglietta, en collaboration avec Etienne Espagne (Agence Française du Développement et CERDI)

Le rapport collectif réalisé pour la CDC, intitulé "transformer le régime de croissance", a été présenté au CEPII le 1^{er} octobre 2018,

un projet d'un ouvrage collectif aux éditions Odile Jacob sur le même thème est en cours, sa publication est prévue pour fin 2019.

Quantifier le *Profit Shifting* avec les actifs bilatéraux

Anne-Laure Delatte, Vincent Vicard, en collaboration avec Amélie Guillin (ERUDITE-Université Paris-Est Créteil)

Est-ce que les échanges financiers internationaux sont entièrement explicables par des facteurs standards ? Quelle est la place de la finance off-shore dans les échanges financiers internationaux ? Combien de ces échanges peuvent-ils être expliqués par des facteurs standards ? Pour y répondre, nous appliquons le modèle de gravité aux échanges d'investissements directs étrangers et d'actifs de portefeuille depuis 2009 et 2002 respectivement pour 220 pays d'origine et 220 pays partenaires.

La première contribution de ce projet consiste en une base de données inédite dans son détail géographique et sa profondeur temporelle. Elle sera disponible sur le site du CEPII une fois le projet publié en document de travail. Deuxièmement, les résultats préliminaires mettent en lumière la part non expliquée d'échanges financiers internationaux transitant par des juridictions considérées comme paradis fiscaux. Nous établissons des faits stylisés inédits sur la nature de ces transactions inexplicables. La suite du projet consistera à mesurer l'effet de diverses mesures politiques sur cette activité "anormale".

ANALYSER LES DÉTERMINANTS DU CYCLE FINANCIER ET LA TRANSMISSION DES CHOC

Déséquilibres globaux, chaînes de valeur mondiales et productivité

Valérie Mignon, en collaboration avec Antonia Lopez-Villavicencio (GATE-Université Lumière Lyon 2)

Cet article analyse l'impact de la participation des pays aux chaînes de valeur mondiales (GVC) sur leurs soldes courants. Plus précisément, l'économie mondiale ayant été simultanément marquée par une forte augmentation des déséquilibres mondiaux et de la participation aux GVC, l'objectif est de déterminer si cette participation accrue aux GVC a contribué à amplifier les déséquilibres globaux. Considérant un panel de 57 pays avancés et émergents, les résultats ne mettent pas en évidence que la participation aux GVC augmente directement les soldes courants des économies. Au contraire, ils montrent que la participation en

RÉFÉRENCE(S)

- "Do Global Value Chains Amplify Global Imbalances?"
A. López-Villavicencio, V. Mignon
CEPII Working Paper
N° 2018-13, septembre.
- "Do Global Value Chains Amplify Global Imbalances?"
A. López-Villavicencio, V. Mignon
EconomiX Working Paper
N° 2018-38.

amont joue négativement sur les soldes courants : les résultats contredisent l'hypothèse selon laquelle les déséquilibres des comptes courants des pays situés en aval de la chaîne bénéficient davantage de la participation aux GVC que les économies situées plus en amont. De plus, il n'existe pas d'effet indirect significatif de la participation aux chaînes de valeur sur le compte courant opérant par le biais du taux de change. Toutefois, la participation en amont, ainsi que l'augmentation des importations de biens intermédiaires, jouent un rôle clé en stimulant les exportations. Dans l'ensemble, l'article montre que même si les exportations augmentent, les importations s'accroissent également avec une participation plus élevée aux GVC, ce qui atténue l'effet total des chaînes de valeur sur les soldes courants. Compte tenu du lien mis en évidence entre les GVC et les soldes courants, les politiques visant à réduire les déséquilibres mondiaux devraient tenir compte de la participation des pays aux chaînes d'approvisionnement.

RÉFÉRENCE(S)

"The Tale of Two International Phenomena: International Migration and Global Imbalances" D. Coulibaly, B. Gnimassoun, V. Mignon
CEPII Working Paper
N° 2018-02, mars.

"The Tale of Two International Phenomena: International Migration and Global Imbalances" D. Coulibaly, B. Gnimassoun, V. Mignon
Economix Working Paper
N° 2018-24.

"The Tale of Two International Phenomena: International Migration and Global Imbalances" D. Coulibaly, B. Gnimassoun, V. Mignon
67^e Congrès annuel de l'AFSE, Paris, 14-16 mai.

Déséquilibres mondiaux : quel est le rôle joué par les migrations internationales ?

Valérie Mignon, en collaboration avec Dramane Coulibaly (Economix-Université Paris Nanterre), Blaise Gnimassoun (Economix-Université de Lorraine, Nancy)

Suivant la dynamique de globalisation, les migrations internationales ont connu une vive croissance depuis les années 1990. Dans la mesure où ces migrations peuvent masquer la structure démographique naturelle des pays, elles sont susceptibles d'expliquer une part importante des déséquilibres mondiaux. Cet article aborde cette question en étudiant le rôle joué par les migrations internationales dans la dynamique des déséquilibres globaux.

À cette fin, ce travail s'appuie sur un modèle à générations imbriquées pour établir la relation théorique entre migrations internationales et solde courant. Grâce à une série d'estimations robustes, cette relation est étudiée empiriquement pour un panel de 157 pays développés et en développement au cours de la période 1990-2014. Les résultats mettent en avant le rôle crucial des migrations internationales. Plus précisément, une augmentation des migrations améliore le taux d'épargne et le solde courant dans les pays d'accueil, alors qu'elle exerce des effets opposés dans le pays d'origine. Ces effets sont particulièrement prononcés dans les pays en développement, et atténués par les transferts de fonds. Au total, les résultats obtenus soulignent que les migrations internationales

doivent être prises en compte lors de l'étude de la dynamique des déséquilibres mondiaux. Dans la mesure où un excédent (déficit) de la balance courante correspond à une capacité (un besoin) de financement d'un pays, l'article souligne le rôle essentiel joué par les migrations internationales dans la dynamique des flux de capitaux au niveau mondial.

Cycle du crédit et cycle électoral

Anne-Laure Delatte, Noémie Pinardon-Touati, en collaboration avec Adrien Matray (Université de Princeton, USA)

Est-ce que les politiciens influencent les décisions de prêt des banques privées indépendantes pour augmenter leurs chances d'être réélus? Pour répondre à cette question, nous avons exploité les données individuelles de crédit français entre 2007 et 2017 mises à disposition en version anonymisée par la Banque de France. Nous avons complété ce travail de données par la construction d'une base de données électorales originale pour les élections municipales et législatives depuis 1993.

Nos résultats indiquent que le crédit à court terme augmente l'année précédant l'élection législative dans les circonscriptions contestées et occupées par un candidat influent. Le mécanisme derrière ce résultat étonnant est un échange de faveurs réciproques. En effet, nous trouvons que ce crédit privé plus élevé avant les élections est entièrement alloué par des banques ayant des prêts d'entités publiques dans leur portefeuille. Les banques qui ont augmenté leur crédit aux entreprises privées dans les circonscriptions contestées voient leur part de marché augmenter sur le segment des prêts aux collectivités locales si le candidat en place est réélu. En cas de non réélection, les banques perdent des parts de marché. Nos résultats montrent l'existence d'une influence des hommes et femmes politiques sur les banques privées, même dans un environnement démocratique peu corrompu et une séparation stricte entre les banques privées et les responsables politiques. Un document de travail est prévu au premier semestre 2019.

Mesurer la pro-cyclicité des activités de crédit

Anne-Laure Delatte, en collaboration avec Vincent Bouvatier (ERUDITE-Université Paris Est Créteil)

L'objectif de ce projet est de construire une base de données originale fournissant l'écart des activités de crédit à leur tendance de long terme. Cet écart est une des composantes des accords

de Bâle 3 sur le coussin de fonds propres contracyclique. Nous proposons une méthodologie économétrique (multivariate singular spectrum analysis, M-SSA) qui permet d'identifier les composantes tendancielle, cyclique ou périodique d'une série temporelle. Ce projet emploie cette méthodologie pour mesurer la pro-cyclicité des activités de crédit sur un panel de pays avancés. De plus, nous étendons la mesure de procyclicité à un ensemble d'informations plus large comme la dynamique des prix sur le marché immobilier. Nous comparons cette méthodologie avec celle retenue par la BRI dans le cadre des accords de Bâle 3. Projet sur deux ans, initié en 2018.

COMPRENDRE SES IMPLICATIONS : FINANCE ET ALLOCATION DES RESSOURCES

Le déclin de la productivité en Europe : une analyse sectorielle du rôle des frictions financières

Thomas Grjebine, Jérôme Héricourt, Sophie Piton, Fabien Tripier

Depuis le début des années 2000, la croissance de la productivité dans les pays développés n'a cessé de ralentir, en particulier dans l'Union Européenne. Les origines de cette baisse des gains de productivité font débat : ralentissement du progrès technique, mauvaise allocation des facteurs de production au sein même des économies... Ce projet s'intéresse plus précisément au rôle des réallocations sectorielles dans ce ralentissement de la productivité en Europe. Il s'agit de tester l'hypothèse d'un déplacement de l'activité vers les secteurs les moins productifs, les booms immobiliers étant en particulier souvent suspectés de conduire à de telles réallocations sans que cette hypothèse n'ait été vérifiée empiriquement.

Nous avons testé ces intuitions à partir de données de comptabilité nationale par secteur pour l'Union Européenne sur la période 1995-2015. Dans un premier temps, ce projet a permis de mettre en évidence l'importance des réallocations sectorielles dans les dynamiques de productivité des pays européens. Ces réallocations ont accentué les divergences entre pays européens, les réallocations sectorielles jouant par exemple négativement en France et en Espagne, mais positivement en Allemagne. Dans un second temps, nous avons évalué dans quelle mesure les booms immobiliers des années 2000 pouvaient constituer un facteur explicatif de ces réallocations et de l'hétérogénéité observée entre pays européens. En nous appuyant sur un mécanisme de collatéral

immobilier, nos résultats mettent en évidence des réallocations au profit de secteurs disposant d'un niveau élevé de collatéral mais relativement moins productifs, induisant dès lors des pertes de productivité pour l'économie dans son ensemble. L'hétérogénéité des dynamiques de prix immobiliers dans les années 2000 pourrait ainsi être un facteur explicatif des divergences de productivité observées entre pays européens, en particulier entre l'Allemagne et les principales autres économies européennes.

Ce projet a été présenté dans le cadre de la Conférence annuelle du réseau européen EconPol en novembre 2018. Un *Policy Brief* (également publié comme *Policy Report EconPol*) est prévu pour le printemps 2019.

Chocs financiers et investissement des entreprises : quel rôle pour la granularité ?

Jérôme Héricourt, Jean Imbs, en collaboration avec Lise Patureau (Université Paris Dauphine)

Une caractéristique commune à la plupart des économies avancées est la prépondérance des grands acteurs dans les évolutions de la production et de ses composantes, au premier rang desquels les exportations et l'investissement. Ceci implique que les chocs, notamment financiers, spécifiques à ces grandes entreprises auront des conséquences substantielles sur les dynamiques macroéconomiques. Ce projet explore les conséquences de ce phénomène sur la transmission des chocs financiers, et plus généralement de politique monétaire, à l'investissement des entreprises. Plusieurs cadres analytiques prédisent en effet que le niveau d'actifs matériels détenu par les entreprises joue un rôle d'amplificateur des chocs financiers.

Prévu sur deux ans et initié en juin 2018, ce projet entend évaluer empiriquement l'hétérogénéité de ce mécanisme en fonction de la taille des entreprises, en utilisant la valeur des actifs immobiliers comme variable proxy du collatéral des entreprises, au moyen d'une base de données combinant l'information comptable par entreprise contenue dans les bases BRN/FARE et la base notariale de prix immobiliers au niveau local. Au-delà d'une compréhension plus fine des phénomènes macroéconomiques, cette analyse soulève des questions de politique économique importantes. Si la distribution de taille des entreprises varie d'un pays à l'autre, le même choc financier aura des implications agrégées différentes. Le projet entend évaluer cette question pour la zone euro. En nous appuyant sur les informations de la base de données CompNet,

nous projetons d'estimer les distributions des tailles de firmes par pays. Combinés avec nos résultats précédents, cela nous permettra de réaliser un exercice comparatif d'évaluation du mécanisme d'accélérateur financier dans les différents pays de la zone euro. Les contributions à ce jour sont : 1/ la construction de la base de données d'entreprise française et 2/ la collecte des données de prix immobiliers sur la France entière.

Soumission d'un *Document de travail* prévue en 2019.

Prolongements de la recherche sur le financement du changement climatique

Michel Aglietta, en collaboration avec Etienne Espagne (Agence Française du Développement et CERDI)

Le capitalocène : genèse, crise et régulations. Ouvrage d'écologie politique prévu pour 2020 dans le développement des travaux pluridisciplinaires sur l'anthropocène. Le projet de livre porte sur une nouvelle théorie de la régulation du capitalisme reprenant l'histoire de son développement depuis la révolution industrielle en mettant en évidence le rôle crucial des choix énergétiques. Il s'agit ici d'analyser les dynamiques passées et présentes des crises et des modes de régulations du capitalocène. Cette analyse historique nous permet de dégager de nouveaux principes régulateurs aux échelons local, national et international.

POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Politiques macroéconomiques dans la zone Euro avec agents hétérogènes

Fabien Tripier, en collaboration avec Alejandro Buesa Olavierrieta (CEPREMAP), Thomas Brand (CEPREMAPS), François Langot (PSE et Université Le Mans)

Le travail réalisé a consisté en l'exploration des méthodes numériques disponibles pour étudier une modélisation économique autorisant des agents hétérogènes. Ces méthodes se sont révélées moins flexibles qu'annoncées et il n'a pas été possible de réaliser les extensions prévues durant la période initialement prévue. Les partenaires du projet continuent à explorer les possibilités offertes par la littérature pour disposer d'outils simples d'analyse des effets des politiques sur les inégalités en Europe.

Projet retardé suite au départ d'un des membres du projet du CEPII qui devrait être relancé au printemps.

Appartenance à la zone euro : une approche basée sur les taux de change d'équilibre

Carl Grekou, Valérie Mignon, en collaboration avec Virginie Coudert (Banque de France), Cécile Couharde (Economix-Université Paris Nanterre)

Ce projet, s'inscrivant dans le prolongement des travaux précédents des auteurs sur les taux de change d'équilibre, est consacré à l'analyse de l'optimalité de la zone euro en tant qu'union monétaire. À cette fin, il s'agit de dépasser les limites des travaux empiriques basés sur la théorie des zones monétaires optimales en proposant une approche originale visant à déterminer la politique de change optimale de chaque pays candidat à l'Union. Une telle analyse rend possible l'étude de la faisabilité/désirabilité de l'union monétaire proposée du point de vue de la coordination des politiques de change. Ces politiques sont définies en référence à la notion de taux de change d'équilibre et prennent pleinement en compte les caractéristiques structurelles de l'ensemble des pays de la zone euro. Les résultats obtenus jusqu'à présent, issus d'une approche par "cluster", montrent qu'il existait, avant 1999, deux groupes de pays distincts dans la perspective de l'Union monétaire européenne (UEM), la Grèce apparaissant clairement comme un "candidat aberrant" (outlier). En comparant ces résultats avec ceux obtenus sur des périodes plus récentes, l'étude met en évidence des disparités croissantes entre ces deux groupes de pays et au sein même de chacun des groupes. Le recours à l'approche factorielle montre l'émergence et la construction de déséquilibres macroéconomiques importants avant la crise de 2008 et la fragmentation entre les pays qui s'en est suivie.

Choix du régime de change et capacité d'ajustement des économies

Carl Grekou, en collaboration avec Cécile Couharde (Economix-Université Paris Nanterre)

L'objectif de ce projet était d'apporter un éclairage nouveau sur le lien entre régimes de change et capacité d'ajustement des économies, problématique s'inscrivant elle-même dans un plus grand débat macroéconomique, celui de la neutralité du régime de change. De façon plus précise, l'étude s'appuyait sur une approche basée sur les taux de change d'équilibre et les mésalignements de change. En effet, les mésalignements de change reflétant l'ampleur des déséquilibres

RÉFÉRENCE(S)

"Heterogeneity within the Euro Area: New Insights into an Old Story"
V. Coudert, C. Couharde,
C. Grekou, V. Mignon
CEPII Working Paper
N° 2019-05, mars.

externes et internes des économies, ils constituent un indicateur de choix pour analyser les capacités d'ajustement des économies. Ce projet s'inscrivait à la suite d'un premier travail et visait à étendre significativement l'échantillon de l'analyse suite à l'extension des classifications de régimes de change de facto. Toutefois, et contrairement au premier travail réalisé, les estimations avec les nouvelles classifications ne permettaient pas d'établir un lien entre les régimes de change et les mésalignements de change. L'absence de ce lien avec les nouvelles classifications peut s'expliquer par d'importants changements dans la catégorisation des régimes des pays – pour une des deux classifications utilisées. Ces changements mettent ainsi à mal toutes les études faites au préalable. Il apparaît donc qu'avant d'adresser la question de la capacité d'ajustement des économies selon les régimes de change, celle de la fiabilité des classifications est primordiale. Ce projet est donc pour l'instant reporté mais a donné lieu à un projet, assez avancé déjà, sur les divergences entre les classifications de change.

RÉFÉRENCE(S)

"Post-Congress China"
M. Aglietta, Guo Bai
Revue de l'OFCE
1^{er} trimestre 2019.

La Chine après le congrès du PCC

Michel Aglietta, en collaboration avec Guo Bai (China Europe International Business School)

Ce projet analyse la situation économique de la Chine à la suite du 19^e Congrès national du Parti communiste chinois, les voies de réforme proposées et les projets mis en avant.

Poursuite des recherches de fond sur la monnaie

Michel Aglietta, en collaboration avec Natacha Valla (Banque centrale européenne)

Les jours de la monnaie sont-ils comptés ? Cet ouvrage montre, grâce à un recul historique et à l'aide d'exemples, que la monnaie, système réflexif de croyances, vecteur de confiance mutuelle, est consubstantielle à toute société. Elle est là pour durer. Les institutions en charge de l'émettre, les banques centrales, sont l'aboutissement d'une longue gestation historique et leur légitimité est solide. La monnaie va bien au-delà de nos billets et pièces : elle est diffuse et protéiforme. Le texte permet de distinguer les expériences monétaires valides – comme les monnaies locales – des entreprises pseudo-monétaires fallacieuses et spéculatives. Il permet de poser la question de l'euro sous un angle apaisé, et ouvre la perspective d'une prise en charge, grâce à l'universalité de la monnaie, du bien public global ultime que constitue notre planète.

Projet de publication chez Odile Jacob, fin 2019.

AUTRES PROJETS

Risque souverain et dynamique des marchés d'actifs dans la zone euro

Erica Perego

Plusieurs études ont examiné le risque souverain et la crise de la dette souveraine. Une attention particulière a été consacrée au risque et à la contagion, à la transmission au secteur bancaire et à la nécessité de politiques de stabilisation. La littérature a toutefois négligé l'impact du risque souverain sur les marchés des actions. C'est une question importante pour les investisseurs et les décideurs politiques car comprendre l'évolution des marchés des actifs dans son ensemble contribue à éclairer les décisions politiques et d'investissements.

Ce projet étudie le comportement des co-mouvements du marché des actifs de la zone euro au cours de la période 2010-2014, à l'aide d'un modèle d'équilibre général quantifiable.

Les résultats suggèrent que les difficultés sur l'un des marchés obligataires souverains de la zone euro ont un impact à la fois sur l'économie financière et l'économie réelle de la zone euro dans son ensemble. Comprendre le mécanisme de transmission et, en particulier, le rôle des banques dans la propagation des chocs dans l'Union exige une résolution coordonnée de la crise éventuelle et peut aider les décideurs à concevoir des politiques plus efficaces pour différents aspects, comme la réglementation bancaire et la politique monétaire.

Le rôle des politiques fiscales dans les déséquilibres franco-allemands

Thomas Grjebine, en collaboration avec François Geerolf (UCLA, Université de Californie)

Ce projet vise à déterminer le rôle des politiques fiscales dans la montée des déséquilibres franco-allemands observés depuis le début des années 2000. L'Allemagne aurait en particulier mené des politiques fiscales – par exemple des hausses de la TVA – qui ont pu concourir à comprimer la demande, notamment pour les produits de ses partenaires européens, mais aussi de solidifier sa compétitivité. Inversement, les politiques plus expansionnistes menées notamment en France dans les années 2000 ont pu avoir comme effet de relancer la demande de ses partenaires européens, mais aussi de dégrader sa compétitivité.

RÉFÉRENCE(S)

"Sovereign Risk and Asset Market Dynamic in the Euro Area"
E. Perego
Document de travail du CEPII
N° 2018-18, novembre.

Pour mesurer les conséquences des politiques fiscales – en grande partie divergentes – menées en France et en Allemagne sur les déterminants du compte courant (épargne et investissement), et donc sur les déséquilibres observés, nous avons commencé par documenter les principaux changements fiscaux intervenus en France et en Allemagne depuis 1995. L'objectif est d'étendre et approfondir ce travail pour élaborer une base de données documentant de façon systématique les changements fiscaux intervenus en France depuis 1945, sur le modèle des bases historiques existantes aux États-Unis et au Royaume-Uni. Cette profondeur historique doit permettre d'établir, à partir d'une approche narrative, une typologie des taxes selon leur effet multiplicateur, en particulier sur les déterminants du compte courant (consommation et investissement). L'objectif est d'éclairer le débat sur les politiques de compétitivité en soulignant l'importance des politiques fiscales dans ce cadre, et d'apporter des préconisations de politique économique, en particulier sur les taxes ayant le plus d'effets sur l'activité et les soldes extérieurs.

Ce projet, inscrit au programme de travail sur deux ans, doit aboutir à un document de travail et à la rédaction d'une *Lettre du CEPII* et/ou d'un *Policy Brief*.

Effets de la politique monétaire non conventionnelle : l'expérience française

Anne-Laure Delatte, Pranav Garg, Jean Imbs

Nous examinons la transmission de politique monétaire non conventionnelle adoptée en 2011 consistant à relâcher la condition d'éligibilité de collatéral pour le refinancement de crédit. Nous avons exploité les données individuelles de crédit bancaire et les données de bilan d'entreprise fournies de façon anonymisée par la Banque de France. Nous établissons la présence d'hétérogénéité dans le canal de transmission de la politique au crédit avec des résultats surprenants : les banques qui bénéficient le plus de la mesure (en proportion de leur bilan) réduisent leur crédit. Ce résultat contre-intuitif s'explique par le fait que ce sont de petites banques averses au risque qui, après la récession, avaient pour principale préoccupation de redresser leurs bilans. Les banques bénéficiant modérément de la mesure réagissent en augmentant leur crédit, en ligne avec des attentes. Les banques les moins affectées par la politique réduisent leur crédit aux emprunteurs à faible risque après l'introduction de la politique. Elles font en fait

un transfert de portefeuille vers des emprunteurs plus risqués pour rétablir leurs parts de marché.

Document de travail prévu au 1^{er} semestre 2019.

Ventes paniques d'actifs et composition du secteur financier

Axelle Arquié

Ce projet théorique vise à établir dans quelle mesure et via quel mécanisme la composition du secteur financier contribue à déterminer la probabilité de survenance d'un épisode de vente panique d'actifs (*fire sale*). Les institutions financières sont classées selon la liquidité offerte aux épargnants : les banques offrent un contrat liquide tandis que les fonds de pension offrent un contrat moins liquide. L'effet de la taille relative de ces deux secteurs sur la survenance des *Fire Sales* et sur l'existence possible d'externalité sont étudiés. Les conditions sous lesquelles la taille du secteur bancaire peut être excessive sont identifiées. Une politique est analysée : les ratios de liquidité. Ceux-ci peuvent en effet renforcer l'externalité négative, incitant les ménages à investir encore davantage dans le secteur bancaire. Des simulations sont en cours de finalisation pour étudier l'impact de l'aversion au risque sur l'existence de cette externalité ainsi que l'effet négatif attendu des ratios de liquidité.

Document de travail prévu au 1^{er} semestre 2019.

Concentration financière et partage de la valeur ajoutée

Axelle Arquié, Anne-Laure Delatte

Lorsque plusieurs actionnaires détiennent une part significative du capital d'entreprises en concurrence sur un même marché, des effets anti-concurrentiels peuvent émerger, et ce même si le nombre d'entreprises présentes sur le marché paraît a priori suffisant pour garantir la concurrence. La concentration financière mesure le degré d'un tel phénomène. Ce projet s'attache à documenter la concentration financière en France et à étudier son impact sur des variables agrégées comme l'investissement et le partage de la valeur ajoutée. L'émergence d'un monopsonne sur le marché du travail engendré par la concentration financière pourrait expliquer certaines distorsions. Ce projet vise à fournir des éléments descriptifs utiles à la mise en œuvre de politiques économiques en proposant des indicateurs de concentration financière rendant possible le suivi de son évolution. Cette analyse

devrait en outre permettre de comprendre et de quantifier les effets de la concentration financière sur l'investissement et le partage de la valeur ajoutée, et devrait ainsi conduire à des recommandations de politiques économiques fondées sur les mécanismes identifiés.

Une collecte minutieuse de données a abouti à la conclusion que la statistique publique (INSEE, Banque de France) ne permet pas d'identifier de façon exhaustive les prises de participation des fonds d'investissement étrangers dans les sociétés françaises. Nous explorons à présent la possibilité d'exploiter des données privées (Reuters). Nous explorons en parallèle une question de recherche légèrement différente applicable sur les données de participation dont nous disposons. Il s'agit d'examiner le lien entre la structure capitalistique des entreprises et la distribution des salaires.

RÉFÉRENCE(S)

"The Design of a Sovereign Debt Restructuring Mechanism for the Euro Area: Choices and Trade-offs"

C. Destais, F. Eidam, F. Heinemann.

CEPII Policy Brief
N° 25, mars 2019

Également paru comme *Policy Brief EconPol Policy Report*
No. 11/2019.

La conception d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine pour la zone euro : les enjeux

Christophe Destais, en collaboration avec Frederik Eidam (ZEW), Friedrich Heinemann (ZEW et Université de Heidelberg, Allemagne)

Ce travail évalue plusieurs dimensions critiques d'un mécanisme de restructuration de la dette souveraine (SDRM) pour la zone euro en adoptant une approche de type menu, sans recommander un modèle idéal. Cinq dimensions institutionnelles clés du SDRM sont analysées, les avantages et les inconvénients des différentes options possibles étant soulignés : (i) l'allocation des responsabilités entre différentes institutions, (ii) les conditions de fond et les mécanismes procéduraux pouvant déclencher une restructuration de la dette, (iii) l'ampleur et les modalités de la restructuration de la dette, (iv) le rôle et le type de clauses d'action collective (CAC), et (v) les conséquences à en tirer sur la pondération des risques dans le bilan des intermédiaires financiers. Le document souligne qu'il n'existe pas de SDRM optimal unique. Chaque possibilité implique des compromis et la formulation d'hypothèses sur les coûts relatifs. Il met également en valeur le fait qu'il existe des complémentarités entre les différentes dimensions. Dès lors, plus de rigidité dans l'une peut autoriser plus de flexibilité dans l'autre.

Programme



Migrations internationales

MIGRATIONS INTERNATIONALES

MIGRATIONS ET DYNAMIQUES RÉGIONALES

Commerce, migrations et désintégration régionale

Camilo Umana Dajud, Thierry Mayer, Hillel Rapoport

Ce projet comportait initialement deux volets. Le premier volet, une base de données sur les dispositions relatives à la mobilité des personnes incluses dans les accords de libre-échange, a été achevé. Le deuxième volet, qui consiste à estimer l'impact de ces dispositions sur les flux migratoires et commerciaux est en cours. Les résultats déjà obtenus montrent que les clauses qui octroient une mobilité presque parfaite aux travailleurs ont un impact positif important sur les flux commerciaux. Bien que cette deuxième partie du projet soit très avancée, des estimations complémentaires, portant en particulier sur des mécanismes qui pourraient expliquer l'effet positif sur les échanges, tels que la réduction des frictions relatives à l'acquisition d'informations sur les opportunités commerciales dans les pays d'origine des migrants, doivent encore être menées avant la rédaction d'un document de travail. Cette rédaction sera finalisée en 2019.

Modélisation de l'impact des changements climatique sur les flux migratoires internationaux

Lionel Ragot, en collaboration avec Frédéric Docquier (Université Catholique de Louvain)

Ce projet est une extension du modèle d'équilibre général calculable développé dans un autre projet encore en cours ("Climate change, Inequality and Migration" par M. Burzynski, C. Deuster, F. Docquier, J. de Melo), qui fournit une évaluation des grandes tendances des flux migratoires internationaux consécutifs aux effets du changement climatique au cours du 21ème siècle. Il intègre à la fois les déterminants environnementaux et les déterminants économiques des choix de localisation des migrants. Dans la version actuelle du modèle, les scénarios climatiques (+0°, +2° ou +4°) affectent le PIB via les dommages qu'ils provoquent (impact sur la production agricole...) mais les impacts sur le PIB des politiques environnementales permettant de limiter l'élévation de la température ne sont pas pris en compte. Le projet vise à intégrer et endogénéiser les coûts des différents scénarios de politiques environnementales en termes de PIB. L'intégration de ce mécanisme important peut modifier les résultats obtenus par le modèle initial.

Ce travail nécessite au préalable de disposer de données robustes sur l'impact des différents scénarios de politiques environnementales en termes de PIB pour chaque pays. Il s'appuiera sur des évaluations transmises par le CIRED au début de 2019.

Migrations de retour et diffusion des connaissances

Hillel Rapoport, en collaboration avec Dany Bahar (Brookings Institution's Global Economy and Development program et Harvard Center for International Development), Andreas Hauptmann (Institute for Employment Research (IAB) of the German Federal Employment Agency (BA)) et Cem Ozguzel (PSE)

Au début des années 1990, l'Allemagne a accueilli plus d'un demi-million de réfugiés yougoslaves fuyant la guerre. En 2000, nombre de ces réfugiés, qui bénéficiaient d'une protection temporaire, avaient été rapatriés. Ce projet consiste à exploiter cette expérience naturelle pour fournir des preuves causales sur le rôle que jouent les migrants après leur retour dans leur pays d'origine dans les performances à l'exportation de ces derniers.

L'élasticité des exportations à la migration de retour se situe entre 0,1 et 0,24 dans les industries où les migrants étaient employés pendant leur séjour en Allemagne. Les différences entre les règles d'attribution des demandeurs d'asile dans les différents länder allemands ont permis de traiter le problème d'endogénéité. La dynamisation des exportations résulte principalement des secteurs à forte intensité de connaissances et des travailleurs exerçant des professions à fortes compétences analytiques ou managériales.

Document de travail à paraître au 1^{er} semestre 2019.

L'impact économique de l'immigration en Europe

Anthony Edo, Lionel Ragot, Hillel Rapoport, en collaboration avec Sulin Sardoşchau (PSE) et Andreas Steinmayr (Ifo)

Ce projet propose une revue de la littérature concernant les effets de l'immigration sur les salaires, l'emploi, les finances publiques et les comportements électoraux dans les pays d'accueil. Il souligne que l'immigration n'a pas d'effet, en moyenne, sur le marché du travail ou les finances publiques. En revanche, l'immigration peut avoir des conséquences redistributives non-négligeables. Les études empiriques tendent aussi à montrer que la présence immigrée pousse les citoyens à voter davantage pour des partis d'extrême droite.

RÉFÉRENCE(S)

"The Effects of Immigration in Developed Countries: Insights from Recent Economic Research" A. Edo, L. Ragot, H. Rapoport, S. Sardoşchau & Andreas Steinmayr *CEPII Policy Brief* N° 22, avril 2018.

"The Effects of Immigration in Developed Countries: Insights from Recent Economic Research" A. Edo, L. Ragot, H. Rapoport, S. Sardoşchau & Andreas Steinmayr *EconPol Policy Report* 05 2018, April.

MIGRATIONS ET MARCHÉS DU TRAVAIL DES PAYS D'ACCUEIL

Les effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi en France, une analyse de longue période

Anthony Edo

Ce projet, programmé pour les années 2018 et 2019, est destiné à évaluer les effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi des travailleurs natifs de même niveau de qualification, en France, sur longue période de 1962 à 2010. Il vise à étendre une étude française publiée en 2014 qui a montré que l'immigration a eu des effets positifs sur les salaires et l'emploi des travailleurs natifs de même niveau de qualification pour la période 1968-1999. Les effets seront détaillés par sous-période et par niveau de qualification et les mécanismes sous-jacents seront analysés.

L'année 2018 a principalement été consacrée à l'harmonisation des données. La base qui a été constituée exploite des sources très diverses : recensements de la population, enquêtes "Formations et qualification professionnelle" ainsi que les enquêtes emploi sur plusieurs décennies. Les codes des variables diffèrent généralement d'une année à l'autre et entre les enquêtes. Ce travail d'harmonisation se poursuivra au premier semestre 2019 avant que l'analyse empirique ne puisse s'engager.

Emploi des travailleurs immigrés et productivité des entreprises

Gianluca Orefice, en collaboration avec Giovanni Peri (Université de Californie, Davis)

Ce projet, programmé sur deux ans, vise à déterminer si la présence de travailleurs immigrés sur un marché du travail local améliore le niveau d'adéquation entre la main-d'œuvre disponible et les entreprises et, par suite, la productivité de ces dernières. Une réponse positive indiquerait une substituabilité imparfaite entre natifs et immigrés (notamment des avantages comparatifs différents en fonction des tâches). Il mobilise les données de la Déclaration Annuelle des Données Sociales (DADS) au niveau départemental sur la période 1995-2007.

Une première version de travail de ce projet a été rédigée et présentée dans différents séminaires. Le travail pour l'année 2019 consiste à améliorer le modèle théorique et effectuer des tests de robustesse.

Diversité culturelle et compétitivité internationale

Gianluca Orefice, Hillel Rapoport, Gianluca Santoni

Ce projet s'inscrit dans la poursuite de travaux antérieurs sur le lien entre diversité culturelle et performance à l'exportation des industries culturelles qui ont fait l'objet d'une publication ("Exporting creative and cultural products: Birthplace diversity matters!", Gianluca Orefice, Gianluca Santoni, *World Economy*, vol. 41(7), p.1867-1887, juillet 2018).

Il a été engagé en 2018 et s'étale sur deux ans. Alors que les conséquences de l'immigration sur le marché du travail avaient été souvent étudiées sous l'hypothèse de substituabilité parfaite entre travailleurs natifs et étrangers, des études récentes ont montré que les immigrés ont des avantages comparatifs sur des tâches différentes des travailleurs natifs (substituabilité imparfaite). Il s'ensuit qu'une hausse de la diversité culturelle dans les pays d'accueil, grâce aux travailleurs immigrés, peut avoir un effet positif sur la productivité des équipes de production mixtes, et donc sur la croissance du PIB.

Ce projet vise à tester cette hypothèse en analysant si l'effet de productivité apportée par la diversité culturelle se traduit en une hausse de compétitivité internationale du pays d'accueil.

Un appariement des bases de données du commerce international bilatéral du CEPII (BACI) avec des informations sur les stocks d'immigrants dans chaque pays d'accueil (par pays d'origine) a été réalisé. La diversité culturelle apportée par les immigrés dans chaque pays d'accueil est mesurée par l'indice de Herfindahl-Hirschman de la part des immigrés par pays d'origine sur le total des immigrés dans le pays d'accueil. Les mesures suivantes sont utilisées comme indicateurs de la compétitivité internationale : (i) exportations totales du pays, (ii) nombre des pays desservis, (iii) exportations moyennes par pays desservi, (iv) distance maximale couverte par les exportateurs de chaque pays d'accueil.

Les flux intraeuropéens de travailleurs détachés : une grille d'analyse

Christophe Destais, Anthony Edo, Camilo Umana Dajud, Deniz Unal

L'objectif de ce travail est de présenter de la manière la plus rigoureuse possible les enjeux du débat sur le travail détaché au sein de l'Union Européenne.

Le travail détaché s'est fortement développé à la suite des élargissements de l'Union Européenne des années 2000 aux

pays d'Europe Centrale et Orientale, ce qui a suscité beaucoup d'inquiétudes sur le risque de dumping social associé. Cependant, les données statistiques disponibles décrivent une réalité plus complexe avec des flux dans les deux sens, concernant aussi les travailleurs très qualifiés. Le document analyse également les effets du travail détaché sur les pays d'origine et de destination.

Une première version de ce travail a été achevée en mars 2018 mais l'actualisation des statistiques et le travail éditorial ont retardé sa publication.

MIGRATIONS ET STRUCTURES POLITIQUES

L'émigration sélective après les révolutions échouées de 1848 et la montée du Parti Nazi

Hillel Rapoport, en collaboration avec Toman Barsbai (Université St-Andrews, Royaume Uni)

Les révolutions ratées de 1848 ont déclenché une vague d'émigration dans de nombreux pays européens, notamment en Allemagne. À la différence des précédentes et des suivantes, cette vague d'émigration : i) obéissait à des motifs plus politiques qu'économiques et, de ce fait, concernait des individus beaucoup plus qualifiés que les autres ; et ii) est positivement corrélée aux votes pour le parti nazi lors des élections de 1928 qui ont vu ce parti faire son entrée Parlement allemand.

Ce projet consiste à analyser les conséquences à long terme de cette vague d'émigration sur l'évolution politique de l'Allemagne et, en particulier, les mécanismes par lesquels le départ d'individus sélectionnés positivement sur leurs vues libérales et démocratiques a pu affecter l'offre et la demande de démocratie au niveau local.

En 2018, une base de données a été constituée et les premiers travaux d'analyse empirique ont été engagés.

MIGRATIONS ÉTUDIANTES

Internationalisation de l'enseignement supérieur français – une approche par la diversité

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)

Ce projet vise à analyser l'évolution de la diversité, par origine, des étudiants en mobilité dans l'enseignement supérieur universitaire français. Il s'agit en particulier de répondre à deux questions : (i) la hausse de la part des étudiants étrangers s'est-elle accompagnée

d'une plus grande diversité de leurs origines ? (ii) la diversité des étudiants en mobilité au niveau de l'ensemble du système universitaire français s'explique-t-elle par la diversité au sein des universités ou entre elles ?

La base de données a été finalisée en août 2018 et les calculs des indicateurs de diversité ont été engagés.

Analyse économétrique de l'impact des politiques publiques spécifiques aux étudiants étrangers en France

Lionel Ragot, en collaboration avec Michel Beine (Université du Luxembourg)

Ce projet consiste à évaluer l'impact de la mise en place de la procédure "Études en France" par Campus France à partir de 2007 sur les flux d'étudiants étrangers en France. Cette procédure vise à renforcer l'attractivité de l'offre française de formations supérieures en proposant un guichet unique pour les jeunes d'une trentaine de pays (de leur demande d'inscription dans une université française à la délivrance d'un titre de séjour). Les universités françaises sont libres d'adhérer ou non à ce programme. La plupart l'ont fait, mais de manière plus ou moins tardive.

Le projet a été entamé alors que les données sur les étudiants inscrits dans chacune des universités pour chaque pays d'origine n'étaient disponibles que pour la période de 1999 à 2012, ce qui s'est révélé insuffisant pour des estimations avec la méthode des doubles différences, consistant à comparer la différence entre un groupe de contrôle et un groupe affecté par une mesure de politique publique avant et après l'introduction de cette dernière.

Les données de 2013 à 2016 ont été obtenues en 2018, ce qui a permis de compléter la base de données qui avait été constituée laquelle a également fait l'objet d'une amélioration et de vérifications. Les premières estimations mettent en évidence un impact positif et significatif de la procédure Études en France pour les flux d'étudiants venant des pays concernés. Des analyses complémentaires ont été engagées pour estimer si cela s'est accompagné ou non d'un effet d'éviction sur les étudiants étrangers qui ne passent pas par cette procédure.

AUTRE PROJET**Les effets de l'immigration sur le marché du travail : une revue de la littérature***Anthony Edo*

Cet article dresse une revue de la littérature aussi complète que possible des effets de l'immigration sur les salaires et l'emploi dans les pays d'accueil. Cette dernière est très controversée mais il est néanmoins apparu possible de tirer certaines conclusions générales. Ainsi, l'impact de l'immigration sur le salaire moyen et l'emploi des travailleurs natifs est généralement nul ou légèrement positif. Toutefois, comme les ajustements prennent du temps, les effets immédiats sur le marché du travail d'épisodes migratoires inattendus (par opposition aux épisodes prévus) peuvent être préjudiciables aux travailleurs natifs.

L'immigration peut également avoir des conséquences sur la répartition des salaires et des emplois en fonction du niveau de qualification. En particulier, la composition des compétences des immigrants est importante pour déterminer leur impact sur les résultats du marché du travail d'accueil. Un afflux d'immigrants aura tendance à réduire les salaires des travailleurs natifs concurrents (dont les compétences sont semblables à celles des migrants) et à augmenter ceux des travailleurs complémentaires (dont les compétences sont complémentaires à celles des immigrants). En influant sur la composition des compétences de la main-d'œuvre, l'immigration peut ainsi modifier la structure salariale et créer des gagnants et des perdants parmi les travailleurs natifs.

RÉFÉRENCE(S)

"The Impact of Immigration on the Labor Market"
A. Edo
Journal of Economic Surveys
2019.

Programme



Politiques commerciales

POLITIQUES COMMERCIALES

RETOUR DU PROTECTIONNISME

Même si la question du Brexit ne se résume pas au protectionnisme, loin s'en faut, la sortie du Royaume Uni de l'Union économique européenne soulève des problèmes commerciaux complexes relatifs aux droits de douane, aux mesures non tarifaires et aux réglementations. Le point d'entrée du CEPII dans le sujet du Brexit a donc été celui des questions commerciales, sujet sur lequel ses outils ont été mobilisés pour quantifier les effets attendus de différents scénarios. Le deuxième sujet concerne le contentieux commercial avec la Chine et les réponses à y apporter, le CEPII s'étant focalisé sur la question de l'efficacité des droits anti-dumping et du statut d'économie de marché. Enfin, le CEPII a répondu à la demande sociale sur les questions de guerre commerciale initiée par les États-Unis, et ceci à travers un projet qui n'était pas au programme de travail et a finalement occupé beaucoup de place : "Tensions commerciales internationales - Impact des mesures protectionnistes des États-Unis". Ce projet est détaillé plus bas (projets hors programme de travail).

Brexit : intérêts offensifs et défensifs des parties

Cecilia Bellora, Charlotte Emlinger, Lionel Fontagné, Jean Fouré, Houssein Guimbard, Vincent Vicard

L'article 50 du Traité sur l'Union européenne a été activé par le Royaume Uni le 29 mars 2017, fixant au 29 mars 2019 la sortie du Royaume-Uni, sauf report de dernière minute. Les négociations se sont poursuivies pendant toute l'année 2018 et au premier trimestre 2019. Dès 2017, le CEPII a produit un rapport pour le Parlement Européen sur les impacts d'une sortie du Royaume-Uni non négociée, impliquant une remontée des droits de douane au niveau des droits de la Nation la Plus Favorisée et une divergence réglementaire progressive. Les impacts étudiés étaient commerciaux et économiques, détaillés au niveau sectoriel et par pays. Le rapport s'intéressait principalement au secteur agricole même si la modélisation prenait en compte l'ensemble des secteurs. Le niveau de détail utilisé par le CEPII n'apparaît que rarement dans les autres analyses publiées, alors que l'hétérogénéité des impacts entre pays et entre secteurs est grande et nécessite des accompagnements spécifiques.

RÉFÉRENCE(S)

"Granting Market Economy Status to China in the EU: An Economic Impact Assessment"
C. Bellora, S. Jean
mimeo.

"Trading Under Threat: The Deterring Impact of Antidumping"
C. Bellora, S. Jean, K. Lefebvre
mimeo.

En 2018, les résultats de cette analyse d'impact ont été diffusés au travers de présentations et de billets de blog, notamment détaillant plus avant les implications pour les secteurs manufacturiers et les services. Une activité de veille et de suivi de l'actualité a permis de faire des points détaillés et réguliers sur l'avancement des négociations et les conséquences de leurs contenus.

Utilisation des mesures antidumping et impact sur les décisions d'exportation des producteurs chinois

Cecilia Bellora, Sébastien Jean, en collaboration avec Kevin Lefebvre (Université Paris-Sud)

L'étude de l'impact des mesures anti-dumping a été engagée en 2016, lors du débat sur l'attribution du statut d'économie de marché à la Chine. À cette occasion, le CEPII avait mis en évidence deux types d'impacts. D'une part, un impact direct et marqué des mesures anti-dumping sur les importations des produits ciblés ; d'autre part un impact indirect sur un nombre important de produits non ciblés mais similaires. Ces deux impacts étaient plus importants lorsque le pays exportateur visé était la Chine, qui ne bénéficiait pas du statut d'économie de marché. Les impacts indirects avaient déjà été repérés dans la littérature mais jamais analysés et quantifiés aussi précisément.

Ce projet se poursuivra en 2019 en ne se limitant plus aux flux commerciaux mais en analysant la dynamique des firmes chinoises exportatrices. L'impact indirect peut en effet concerner des produits non directement visés par une mesure anti-dumping mais exportés par une firme dont au moins un autre produit est touché. Ceci doit être distingué de l'impact sur les exportations de produits non directement touchés mais similaires à ceux touchés, exportés par des entreprises chinoises qui ne sont visées par aucune autre mesure anti-dumping.

Les premiers résultats mettent en évidence des effets indirects importants sur les quantités exportées mais quasiment nuls sur les prix des produits exportés. Ils ont fait l'objet de différentes présentations dans des conférences internationales et dans des séminaires. Les mécanismes sous-jacents aux effets mis en évidence seront explorés au cours de 2019, le projet étant prévu sur 2 ans.

Nouvelles questions à l'OMC et dans les accords régionaux

Indépendamment des conflits commerciaux, les sujets importants pour le multilatéralisme et le régionalisme commerciaux ont

récemment fortement évolué. Le CEPII a choisi en 2018 de s'intéresser à plusieurs de ces nouvelles dimensions. La première concerne les rendements potentiellement décroissants du régionalisme, les accords les plus "naturels" ayant été signés les premiers. Plus généralement, le plafonnement de l'intégration européenne suggère une "fatigue" du régionalisme, risque qui justifiait un bilan des bénéfices de l'intégration européenne. Enfin, le commerce numérique et l'utilisation des marchés publics dans un contexte de renouveau des nationalismes font également partie des sujets importants mais difficiles à traiter notamment pour des questions de disponibilité des données.

Régionalisme politique vs régionalisme économique

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, en collaboration avec Nadia Rocha (Banque Mondiale)

La première partie du projet est achevée et a fait l'objet d'un document de travail, d'un blog et d'une lettre du CEPII. Ce travail a par ailleurs été présenté dans des conférences internationales, ce qui a conduit à des améliorations méthodologiques et à une extension de la couverture temporelle de la base de données utilisée. Les premiers résultats mettent en évidence i) l'importance des déterminants microéconomiques (l'activité des firmes multinationales au sein des chaînes de valeur) dans l'évolution de la géographie des accords régionaux, au-delà des déterminants traditionnels comme la proximité des pays ou leur taille économique ; et ii) une dynamique d'intégration rendant "naturels" du point de vue économique des accords initialement fondés essentiellement sur des considérations géopolitiques.

La poursuite du projet passera en 2019 par la mise à disposition de données de la banque mondiale sur la "profondeur" des accords signés, le travail actuel ne prenant en compte que l'occurrence des accords.

Numérique et commerce dématérialisé

Lionel Fontagné, Jean Fouré, en collaboration avec Robert Teh (Organisation Mondiale du Commerce, Genève)

La première phase de ce projet, réalisée à l'OMC et consistant à estimer l'impact du commerce en ligne sur les coûts au commerce, est maintenant terminée. L'année 2018 a permis de progresser sur la définition de scénarios potentiels d'accroissement de la part du numérique dans l'économie mondiale : d'une part, un scénario bas, dans lequel seuls les produits déjà commercialisés en ligne verraient

RÉFÉRENCE(S)

"GVCs and the Endogenous Geography of RTAs"
L. Fontagné, G. Santoni
CEPII Working Paper
N° 2018-05, avril.

"Carnet de bal des accords commerciaux régionaux"
L. Fontagné, G. Santoni
La Lettre du CEPII
N° 387, avril 2018.

"The Natural Geography of Regional Trade Agreements and Why it is Changing over Time"
L. Fontagné, G. Santoni
VOX
30 avril 2018.

RÉFÉRENCE(S)

"The Cost of Non-Europe, Revisited"

T. Mayer, V. Vicard, S. Zignago

CEPII Working Paper

N° 2018-06, avril.

À paraître dans *Economic Policy*.

"L'Union européenne : combien a-t-on gagné à la faire (et combien perdrait-on à la défaire) ?"

T. Mayer, V. Vicard, S. Zignago

La Lettre du CEPII

N° 389, juin 2018.

"Revisiting the Cost of Non-Europe"

V. Vicard

Vox

2 août 2018.

"Une estimation de l'impact des politiques commerciales sur le PIB par les nouveaux modèles quantitatifs de commerce"

V. Vicard

Focus du CAE

N° 22, 2018.

leurs coûts de transaction réduits. D'autre part, de premières recherches ont été menées pour évaluer une généralisation du commerce en ligne plus avancée, notamment par la recherche de données disponibles quant à la part actuelle du commerce en ligne pour les firmes et ménages. Les scénarios de progression du commerce dématérialisé seront disponibles début 2019 et permettront de déboucher sur une modélisation des implications économiques pour les secteurs concernés.

Un réexamen de la valeur du régionalisme européen

Vincent Vicard, Thierry Mayer, Cecilia Bellora, Lionel Fontagné, Antoine Vatan, en collaboration avec Soledad Zignago (Banque de France)

Ce projet applique les nouveaux modèles quantitatifs de commerce, récemment développés dans la littérature académique, pour quantifier les gains liés à l'intégration commerciale au sein de l'Union européenne pour les différents pays membres. Ce cadre analytique présente l'avantage d'être flexible et transparent sur les hypothèses utilisées, favorisant son exploitation dans un cadre d'analyse appliquée à destination de non chercheurs.

La méthode utilisée consiste à quantifier le coût d'une hypothétique "non-Europe", c'est-à-dire les pertes de bien-être liées au commerce qui se produiraient selon différents scénarios de démantèlement de l'Union européenne. Trente ans après que la terminologie de la "non-Europe" a été utilisée pour donner une estimation des gains d'une intégration plus poussée, le travail s'appuie sur une version moderne du modèle de gravité pour quantifier la création d'échanges impliquée par l'UE et l'appliquer à des exercices contrefactuels dans lesquels l'UE revient à un accord régional de libre-échange superficiel ou, cas extrême, aux simples règles de l'OMC. Ces scénarios sont envisagés avec ou sans Brexit, soulignant d'intéressantes différences entre pays et des effets de cascade potentiels lors de la conclusion ou de la non mise en œuvre d'accords commerciaux.

Les résultats confirment que l'UE est beaucoup plus qu'une zone de libre-échange : elle a délivré en fait des bénéfices trois fois supérieurs à une zone de libre-échange, toutes choses égales par ailleurs. Le commerce a doublé pour les biens du fait de l'UE et augmenté de plus de moitié pour les services, ceci conduisant à un gain équivalent à 4 % du PIB européen en moyenne. Les gains sont toutefois répartis inégalement, en faveur des pays de petite taille comme prédit par la théorie, et aussi au bénéfice du rattrapage des pays membres d'Europe Centrale et Orientale.

L'article tiré de cette recherche a été présenté auprès d'audience diverses et a fait l'objet de plusieurs articles de vulgarisation ainsi que d'extensions pour un rapport du CAE et d'une application au cas du Brexit dans le cadre du projet "Régionalisme politique vs régionalisme économique".

Accès aux marchés publics

Lionel Fontagné, en collaboration avec Anne-Célia Disdier (PSE-École d'économie de Paris), Enxhi Tresa (Université de Cergy-Pontoise)

Ce projet s'intéresse à l'ouverture internationale des marchés publics (représentant 14 % du PIB européen et 10 % du PIB américain) et aux obstacles afférents. L'objectif est de déterminer dans quelles circonstances ces marchés sont plus ou moins ouverts, dans une perspective d'économie politique de la protection. Les pays protègent-ils leurs industries nationales en s'appuyant sur les marchés publics ? Les exportateurs visés par des restrictions à l'accès aux marchés étrangers sont-ils ceux représentant une menace concurrentielle pour les entreprises domestiques des marchés de destination ? La principale difficulté de ce projet est relative aux données. Il n'existe pas d'information exhaustive et officielle sur les conditions d'accès aux marchés publics et les mesures de restrictions adoptées par les pays sont diverses. Pour contourner cette difficulté, ce projet a consisté dans un premier temps à constituer une base de données originale. Dans un deuxième temps, ces données ont été exploitées pour repérer les déterminants de l'occurrence de barrières sur les marchés publics, au niveau des produits, des importateurs et des exportateurs.

La base de données combine les informations collectées par le site *Global Trade Alert* sur 1686 décisions relatives aux marchés publics, elles-mêmes codées dans la classification internationale des mesures non tarifaires (MAST) dans le cadre du projet européen Pronto. Le CEPII a combiné ces informations avec les données de commerce international de BACI, les données de droits de douane de MAcMap et les données relatives aux chaînes de valeur internationales de WIOD. Nous disposons finalement d'une base de 67 pays importateurs, de 195 pays exportateurs affectés par des restrictions et de 4 533 produits affectés, sur la période 2008-16.

Les résultats confirment que l'accès aux marchés publics est d'autant plus difficile qu'il existe des producteurs locaux des produits concernés, que l'exportateur est un concurrent important pour ces produits et que la part de la valeur ajoutée étrangère totale dans les achats publics du secteur est importante dans ce pays.

RÉFÉRENCE(S)

"Public Procurement-Related Protection: Insights from the Global Trade Alert Database" mimeo.

RÉFÉRENCE(S)

"Agglomeration Economies and Firm Level Labor Misallocation"
L. Fontagné, G. Santoni
Journal of Economic Geography
(à paraître).

"The International Elasticity Puzzle Is Worse Than You Think"
L. Fontagné, P. Martin, G. Orefice
Journal of International Economics
2018.

"Exporters' Product Vectors Across Markets"
L. Fontagné, A. Secchi, C. Tomasi
European Economic Review
2018.

"Impact of European Food Safety Border Inspections on Agri-Food Exports: Evidence from Chinese Firms"
M. Beestermöller, A.C. Disdier,
L. Fontagné
China Economic Review
2018.

"Let's Try Next Door: Technical Barriers to Trade and Multi-Destination Firms"
L. Fontagné, G. Orefice
European Economic Review
2018.

IMPACT MICROÉCONOMIQUE DES POLITIQUES COMMERCIALES

Cette partie du programme de l'équipe a connu un net ralentissement en 2018 en raison de l'investissement dans d'autres sujets. Tous les projets, sauf un (Impact du Statut d'Opérateur Économique Agréé) ont été abandonnés ou repoussés à 2019. L'année 2018 a par contre été caractérisée par plusieurs publications scientifiques issues des projets engagés les années précédentes.

Impact du Statut d'Opérateur Économique Agréé et des accords de reconnaissance mutuelle de ce statut

Charlotte Emlinger, Jean Fouré

Ce projet propose d'étudier l'impact du statut d'Opérateur Économique Agréé (OEA) sur les performances à l'exportation des entreprises françaises en utilisant les données individuelles de ces dernières. Le statut d'OEA, défini en 2008 pour l'Union Européenne, permet aux entreprises certifiées de réduire les coûts inhérents au passage en douane, par le biais de procédures accélérées ou allégées, à l'entrée des pays ayant signé des accords bilatéraux de reconnaissance mutuelle avec la France (Suisse, Norvège, Japon, États-Unis et Chine).

L'année 2018 a été l'occasion de préparer et fusionner les données individuelles, provenant des liasses fiscales et des douanes françaises, ainsi que d'une base originale des entreprises certifiées, et d'obtenir de premiers résultats d'estimation.

Les premiers résultats confirment l'intuition: l'obtention du statut d'OEA a un impact positif sur les exportations des entreprises certifiées, et ce d'autant plus si le pays a signé un accord de reconnaissance mutuelle avec l'Union Européenne.

Plus généralement, ces travaux vont permettre de mieux comprendre la nature des coûts administratifs liés à l'exportation, et surtout d'évaluer dans quelle mesure une disposition de simplification administrative comme le statut d'OEA peut réduire les barrières au commerce, tout en maintenant un niveau de protection des consommateurs et de l'environnement constant. Ce dernier point est particulièrement important pour l'évaluation des accords de libre-échange de seconde génération comme par exemple le CETA, dont l'objectif est précisément de réduire les obstacles au commerce sans modifier le niveau de protection sanitaire et environnementale.

OUTILS

Le programme Politiques Commerciales fait appel à de nombreux outils originaux qu'il convient de maintenir et d'améliorer chaque année. Cela concerne l'information sur les droits de douane s'agissant des données. Concernant les modèles, MIRAGE, le modèle d'équilibre général calculable du CEPII a été amélioré dans sa version énergétique/environnementale (suffixe "_e") et dans la prise en compte explicite du commerce en valeur ajoutée (c'est-à-dire du fractionnement international des chaînes de valeur) tandis qu'une maquette à firmes hétérogènes était développée mais non finalisée.

Bases de données des instruments de politiques commerciales

Houssein Guimbard

La base MAcMap-HS6 (protection tarifaire appliquée par paire de pays, pour chaque produit de la nomenclature SH6) a été mise à jour pour 2014 et 2016.

En 2019, il s'agira de consolider ces deux bases avec :

- L'intégration des quotas tarifaires.
- L'utilisation de nouvelles données de commerce et de valeurs unitaires.
- Une agrégation spécifique pour tenir compte des types de biens échangés (intermédiaire ou final), notamment pour la nouvelle version du modèle MIRAGE.
- Convertir l'ensemble des bases dans des révisions communes.

Modélisation des impacts des politiques commerciales en présence de firmes hétérogènes

Sébastien Jean, Antoine Vatan, en collaboration avec Christophe Gouel (INRA- AgroParisTech-Paris)

Ce travail entrepris à l'origine à des fins d'application s'est heurté à des difficultés théoriques. Au cours des deux dernières années nous avons produit un travail académique, qui sera soumis en document de travail au premier semestre 2019, qui lève certaines de ces difficultés. Il s'agit de replacer au centre des modèles de commerce international l'analyse du rôle du "goût pour la variété", paramètre central dans les théories du commerce depuis les travaux de Krugman début des années 1980, mais largement négligé ensuite par la littérature, bien que tous les modèles lui fassent de fait jouer un rôle majeur dans les gains au commerce.

Dans ce travail, nous explicitons le rôle du goût pour la variété et entamons une discussion sur la façon de rendre nos modèles plus réalistes. Outre cette discussion qui implique immédiatement une remise en cause quantitative des gains au commerce suggérés par les modèles standards, nous levons quelques impasses théoriques et nous rapprochons un peu plus d'un modèle à firmes hétérogènes opératoire.

Développements de MIRAGE-e

Jean Fouré

En plus des travaux habituels d'entretien du modèle (correction de bogues, mise à jour des données source) et dans la perspective de poursuivre le développement de MIRAGE sur les questions d'environnement à long terme, la question des gaz à effets de serre différents du CO₂ a été traitée en 2018 avec la prise en compte de trois nouveaux gaz à effet de serre (méthane, protoxyde d'azote et gaz fluorés) en plus du dioxyde de carbone déjà présent dans le modèle. L'intégration des modes d'émissions de ces gaz par les entreprises a nécessité une refonte de la fonction de production de MIRAGE-e, de façon à tenir compte des coûts d'abattements, qui sont spécifiques à chaque gaz et à chaque secteur.

Ces développements permettent au modèle de mieux traiter des questions environnementales, comme l'Accord de Paris. Ils ont notamment rendu possible l'évaluation environnementale du CETA.

MIRAGE en valeur ajoutée

Jean Fouré, Cecilia Bellora

Le fractionnement des chaînes de valeur internationales a contribué à la très forte croissance du commerce international à partir des années 1990. Il a pour conséquence une grande interdépendance des économies, puisque toute modification des coûts au commerce ou des prix des intrants a des répercussions tout le long des chaînes de production. Pour évaluer son impact, il est nécessaire de distinguer la valeur brute d'un flux de commerce, telle que déclarée en douane, de la valeur ajoutée contenue dans ce flux, apportée par les différents maillons.

Cette question du commerce en valeur ajoutée n'est pas nouvelle, mais n'a pas été spécifiquement traitée dans des outils tels que les modèles d'équilibre général, comme MIRAGE. En effet, dans

RÉFÉRENCE(S)

"Value-added in a Computable General Equilibrium Model with Oligopolistic Competition: Drivers and Implications of Sourcing by Agent in the MIRAGE-e Model"
C. Bellora, J. Fouré
mimeo.

ces modèles, la transmission des effets était prise en compte, puisque l'utilisation des consommations intermédiaires était représentée. Toutefois, cette représentation était implicite : il était impossible d'identifier l'origine de la valeur ajoutée contenue dans les consommations intermédiaires et de différencier le commerce de ces dernières de celui des biens destinés à la consommation finale. Une comptabilité des flux commerciaux en valeur ajoutée n'était donc pas possible, alors que les données pour le faire sont maintenant disponibles (par ex. TiVA - Trade in Value Added - ou WIOD - World Input-Output Database).

Une nouvelle version du modèle permettant une représentation explicite et différenciée des flux de produits destinés à la consommation intermédiaire et de ceux destinés à la consommation finale a été développée, testée et mise en production. Elle est fondée sur la toute dernière version de MIRAGE-e. Cela a en outre nécessité de changer la base de données utilisée par le modèle et de recalculer les mesures de protection (droits de douane et mesures non-tarifaires), en les différenciant par type de consommation du bien (intermédiaire ou finale).

La distinction des flux en fonction de leur utilisation ainsi obtenue permet d'identifier les flux en valeur ajoutée et d'analyser plus finement qu'auparavant les impacts des politiques commerciales, qu'il s'agisse d'accords de libéralisation ou de mesures de protection, et des politiques environnementales.

Une première évaluation des mesures protectionnistes américaines a été réalisée avec cette nouvelle version du modèle et présentée lors la conférence internationale GTAP, en juin 2018. L'analyse de l'impact de l'Accord Économique et Commercial Global (AECG) entre l'UE et le Canada, dans le cadre du Plan d'Action CETA, est également menée avec MIRAGE en valeur ajoutée (voir plus bas les projets hors-programme).

AUTRES PROJETS

Évaluation économique et environnementale du CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement)

Jean Fouré, Cecilia Bellora, Lionel Fontagné

Le projet évalue l'impact économique et environnemental de l'AECG (Accord Économique et Commercial Global, aussi appelé CETA d'après son appellation anglaise), signé entre l'Union Européenne et le Canada le 30 octobre 2016. Cette évaluation est un élément

du Plan d'Action CETA, lancé par le gouvernement fin 2017. Elle a vocation à être jointe à la loi de ratification de l'accord lorsqu'elle sera soumise au parlement français. Le projet se déroulera sur deux ans : l'évaluation a été demandée en 2018, année pendant laquelle les premières analyses ont été menées, l'étude finale sera rendue en 2019.

Pendant l'année 2018, le cadre de l'évaluation a été mis en place, ce qui a permis de déterminer les hypothèses principales, d'obtenir de premiers résultats et de les présenter au groupe de pilotage de l'évaluation. Le pilotage est interministériel, réalisé par la DG-Trésor, le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et le Ministère de la Transition Écologique et Solidaire.

L'évaluation est réalisée avec la version la plus avancée du modèle MIRAGE-e, développé au CEPII, qui incorpore les derniers développements concernant la représentation des chaînes de valeur ajoutée et des émissions de gaz à effet de serre. D'une part, un scénario de référence sans le CETA a été construit, il prend notamment en compte l'ensemble des accords déjà signés par l'UE et le Canada, le Brexit, ainsi que les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris. Ce scénario sert de point de comparaison pour l'évaluation à proprement parler. D'autre part, le CETA a été modélisé au niveau le plus fin, conformément au texte adopté, en matière de droits de douane et de contingents tarifaires. L'impact de l'accord sur les mesures non tarifaires est plus incertain. Ainsi, plusieurs scénarios alternatifs concernant ces mesures sont proposés.

La méthodologie développée pour mener cette analyse est plus détaillée que celle utilisée habituellement pour produire les analyses d'impact sur lesquelles s'appuient les institutions européennes et françaises, à la fois du fait des caractéristiques du modèle, de la qualité des données utilisées et du niveau de détail de la représentation de l'accord. Le Plan d'Action CETA prévoit ainsi que cette approche soit ensuite systématiquement utilisée pour les prochains accords qui devront être ratifiés par le parlement français.

Ce travail sera finalisé durant le premier semestre 2019. Il constituera la première évaluation d'un accord de libre-échange à être réalisée en tenant explicitement compte de la contrainte de l'Accord de Paris. Au-delà de l'évaluation en elle-même, ce travail permettra de mieux comprendre les interactions souvent négligées entre commerce et lutte contre le changement climatique, en particulier concernant l'impact d'un accord de libre échange sur

le système communautaire d'échange de quotas d'émissions (SCEQE) et sa mécanique de taxation du carbone.

Trajectoires de long-terme en équilibre général calculable

Jean Fouré

À la suite du séminaire "Shaping long-term baselines with CGE models" organisé les 24-26 Janvier 2018 par GTAP et l'OCDE et qui a rassemblé 24 équipes de modélisateurs, un numéro spécial pour la revue *Journal of Global Economic Analysis* a été organisé pour faire un bilan des connaissances sur les trajectoires de long-terme dans les modèles d'équilibre général calculable. Un tel exercice permet de faire une revue critique des pratiques de différentes équipes de modélisation, et d'identifier des pratiques vertueuses qui auraient vocation à se généraliser.

Au-delà de la participation au séminaire initial, ce séminaire a débouché sur des contributions pour trois articles du numéro spécial de la revue :

– Déterminants macroéconomiques : Cet article concerne les projections macroéconomiques (PIB, population, force de travail, capital, ressources naturelles) à moyen-terme (2030) et long-terme (2100). Les différentes sources de projections et modes de mise en œuvre ont été passées en revue et documentées. Sur ce point, il a pu être identifié que les pratiques étaient relativement homogènes et globalement cohérentes, mais que le couplage au CEPII du modèle d'équilibre général MIRAGE-e avec celui de projections macroéconomiques EconMap constituait l'une des meilleures pratiques existantes.

– Changement structurel : Cet article concerne les projections sectorielles, comme le niveau de productivité relative, l'efficacité dans l'utilisation de l'énergie et de la terre, ou la demande des entreprises pour les consommations intermédiaires. Ce travail a permis l'identification d'une meilleure pratique consistant à ne pas directement faire d'hypothèses sur les trajectoires de productivité, mais plutôt de cibler en utilisant le modèle des grandeurs indépendantes du modèle théorique les générant en se basant sur des projections externes spécialisées, comme c'est déjà le cas dans MIRAGE-e avec le ciblage des projections de prix de l'énergie projetés par l'Agence International à l'Énergie.

– Commerce : Cet article traite des projections de commerce international. Deux contributions ont été apportées mobilisant le modèle MIRAGE-e, concernant d'une part l'impact des prix

RÉFÉRENCE(S)

"Un chiffrage de l'impact des mesures de protection commerciale de Donald Trump"
C. Bellora, S. Jean, G. Santoni
La Lettre du CEPII
N° 388, juin 2018.

"How Far Will Trump Protectionism Push Up Inflation?"
S. Jean, G. Santoni
CEPII Policy Brief
N° 23, décembre 2018.

de l'énergie sur le commerce et d'autre part les déterminants du commerce en général. Ces travaux ont permis de montrer que, par défaut, les modèles d'équilibre général reproduisent très mal l'évolution du commerce par rapport au PIB, et ont permis de proposer quelques pistes pour tenter de résoudre ce problème, comme la prise en compte des prix de l'énergie ou du niveau de productivité dans le secteur des transports.

Tensions commerciales internationales - Impact des mesures protectionnistes des États-Unis

Cecilia Bellora, Sébastien Jean, Gianluca Santoni, Charlotte Emlinger

Depuis mars 2018, les États-Unis ont mis en œuvre des vagues successives de mesures protectionnistes, inédites par leur ampleur et leur forme. À ce jour, plus de 12 % (en valeur 2017) des importations américaines sont affectées par des tarifs additionnels, compris entre 10 et 50 points de pourcentage, soit un montant dépassant les 280 milliards de dollars. Pour retrouver des mesures d'une ampleur similaire, il faut remonter à 1984, lorsque la réaction protectionniste de l'administration Reagan avait touché 21% des importations des États-Unis. Les instruments mobilisés pour mettre en place cette protection sont encore plus inédits, puisqu'ils font appel à l'argument de la sécurité nationale, alors qu'ils répondent à des préoccupations économiques. Ces mesures ne sont pas uniquement causées par l'approche particulière des relations internationales adoptée par l'administration de Donald Trump, elles sont symptomatiques de différents déséquilibres et tensions qui affectent le système commercial international et qui touchent aussi l'Union européenne. C'est d'ailleurs pour cette raison que l'Union a fait des propositions de réforme de l'Organisation Mondiale du Commerce dès septembre 2018.

Dans ce contexte, une partie de l'équipe qui travaille sur les questions commerciales s'est mobilisée dès 2018 pour suivre l'évolution des tensions commerciales internationales, en analyser les causes et les impacts potentiels à court et moyen terme et en imaginer les évolutions possibles. Le suivi des mesures américaines et des représailles qu'elles génèrent se fait en continu, avec la constitution des listes des produits et pays touchés et le suivi de l'évolution des flux commerciaux. Un premier travail proposant une analyse des impacts à moyen terme, aux États-Unis ainsi que dans le reste du monde, avec un détail sectoriel fini, a fait l'objet d'une Lettre, en juin 2018, une analyse plus fine des impacts inflationnistes sur l'économie américaine a suivi en décembre 2018,

sous forme de *Policy Brief*. D'autres cadrages ont été proposés lors d'interventions dans des conférences (organisées par le CEPIL mais également extérieures), dans les médias mais également dans des billets de *Blog*.

Le commerce informel en Afrique: les enseignements d'une enquête aux frontières du Bénin

Cristina Mitaritonna, en collaboration avec Joachim Jarreau (Université Paris Dauphine), Sami Bensassi (Université de Birmingham, Royaume Uni)

En dépit de nombreux accords commerciaux régionaux conclus en Afrique depuis l'indépendance, la part du commerce régional reste faible. La zone de libre-échange continentale africaine, signée par 44 chefs d'État à Kigali en mars 2018 à l'initiative de l'Union africaine, est le dernier effort en date pour promouvoir l'intégration régionale sur le continent en supprimant les obstacles tarifaires et non tarifaires entre les membres. Il s'agit également de remplacer les accords régionaux en vigueur qui se chevauchent.

Les barrières commerciales et les coûts de commerce sont considérés comme la cause du faible commerce régional. Les droits de douane ont été supprimés dans le cadre de plusieurs accords de libre-échange et unions douanières, mais ils subsistent, parfois à des niveaux élevés, en dehors de ces groupes. Les obstacles non tarifaires, formalités administratives et procédures et les infrastructures insuffisantes ont également une responsabilité.

Cependant, le faible niveau des échanges régionaux est susceptible d'avoir une autre cause : l'informalité des échanges. On sait grande partie des échanges entre pays africains consiste en échanges transfrontaliers informels, c'est-à-dire en des flux commerciaux qui évitent les formalités douanières et ne sont pas enregistrés. Par nature, le commerce informel est difficile à mesurer. La plupart des études se sont fondées sur des estimations fondées sur des enquêtes partielles ou sur des exercices comptables et ont conclu qu'une part importante du commerce régional était informelle.

Une approche alternative consiste à utiliser une enquête sur le commerce informel aux frontières du Bénin. Un recensement complet des points transfrontaliers frauduleux a été réalisé. 171 points de ce type ont été identifiés aux frontières terrestres du pays et chacun de ces points a été examiné pendant une période de dix jours. Cette enquête fournit le premier récapitulatif direct et exhaustif des volumes d'échanges et de la couverture des produits

RÉFÉRENCE(S)

"Regional Integration and Informal Trade in Africa: Evidence from Benin's Borders"
C. Mitaritonna, J. Jarreau, S. Bensassi
Journal of African Economies
juin 2018.

pour ce type d'échanges. Nous combinons ces données avec les registres commerciaux officiels et exploitons les variations entre les produits et les pays pour mesurer l'impact des obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce sur l'informalité. Cela confirme l'importance du commerce informel en tant que part du commerce total sur le continent.

Nous étudions également la relation entre les barrières commerciales et l'informalité des échanges. En augmentant les droits de douane sur un produit donné de 10 %, il est environ 12 % plus probable que ce produit soit importé de manière informelle plutôt que formelle. Les mesures non tarifaires augmentent également l'informalité. Les résultats suggèrent que les coûts de mise en conformité, mis à part les tarifs et les barrières non tarifaires, contribuent à expliquer l'informalité.

RÉFÉRENCE(S)

"Institutions and Customs Duty Evasion"
S. Jean, C. Mitaritonna, A. Vatan
CEPII Working Paper
N° 2018- 24, décembre.

Institutions et évasion douanière

Cristina Mitaritonna, Antoine Vatan, Sébastien Jean

Les recettes tarifaires sont importantes pour de nombreux pays, mais leur collecte est souvent problématique. Pour analyser pourquoi et dans quelle mesure cela se produit, nous modélisons tout d'abord l'évasion des droits de douane comme une interaction entre les agents des douanes considérés comme des agents de la loi susceptibles d'être corrompus, et les entreprises importatrices.

Dans ce contexte, des droits de douane plus élevés entraînent généralement une plus grande évasion des droits de douane, mais leur impact marginal diminue et peut devenir négatif au-dessus d'un seuil donné si les agents des douanes adaptent leurs efforts de contrôle de manière endogène. Bien que la transparence (la probabilité d'un contrôle effectif) limite toujours l'évasion, la facilité de mise en application (par exemple, la facilité d'établir la valeur réelle de l'envoi) n'a d'importance que si les agents des douanes ne font pas collusion avec les importateurs. L'analyse empirique couvrant 55 pays importateurs sur la période 2001-2010 confirme ces prédictions.

RÉFÉRENCE(S)

"Nutrition Transition and the Structure of Global Food Demand"
C. Gouel, H. Guimbard
American Journal of Agricultural Economics
Vol. 101, Issue 2, March 2019
(publié en ligne en juin 2018).

Transition nutritionnelle et demande alimentaire globale

Houssein Guimbard, en collaboration avec Christophe Gouel (INRA-AgroParisTech-Paris)

Ce travail propose une projection de la demande de calories au niveau mondial (2050). Les principaux résultats de ces projections

sont les suivants : (a) la demande alimentaire mondiale de calories augmentera de 47 % (dans notre scénario central, contrairement à 46 % auparavant), soit moins de la moitié de la croissance enregistrée au cours des quatre décennies précédentes ; (b) cette croissance sera principalement imputable aux pays à revenus intermédiaires et aux pays à faibles revenus ; (c) la structure de la demande alimentaire mondiale changera au cours de la période, la demande de calories animales doublant et la demande de féculents augmentant beaucoup moins (19 %), et d) l'analyse de plusieurs scénarii de projections de population mondiale et de richesse par habitant (PIB par tête) révèle d'importantes incertitudes, les augmentations prévues de la demande de calories d'origine animale et végétale allant de 74 % à 114 %, et de 20 % à 42 %, respectivement.

Les droits de douane et le commerce au XXI^e siècle

Houssein Guimbard, Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (INRA-AgroParisTech)

En 2018, l'article "Competing Liberalizations: Tariffs and Trade in the 21st Century" a été révisé en mettant l'accent sur le rôle des chaînes globales de valeur dans les changements de politiques tarifaires des pays pour chaque type de droits de douane (droits consolidés, de la Nation la Plus Favorisée, ainsi que les droits appliqués préférentiels). Cette révision a permis de mettre en lumière la façon dont la participation à des chaînes globales de valeur a pu être une motivation importante à l'origine des réductions tarifaires.

Le rôle des concessions tarifaires en Asie de l'Est

Houssein Guimbard, en collaboration avec Kenichi Kawasaki (National Graduate Institute for Policy Studies-GRIPS), Badri Narayanan Gopalakrishnan (Purdue University, États-Unis), Arata Kuno (Asia University, Japon)

Ce projet consiste à évaluer les conséquences économiques d'une implémentation complète des Accords de partenariat économique (APE) dans les régions d'Asie de l'Est, dont seulement une partie a été mise en œuvre jusqu'à présent. Les résultats de simulation suggèrent que la prise en compte de ces engagements tarifaires dans une situation de référence est nécessaire pour mieux évaluer les impacts économiques d'autres accords de commerce en négociations, notamment dans la zone pacifique.

RÉFÉRENCE(S)

- "Competing Liberalizations: Tariffs and Trade in the Twenty-first Century"
 J.-C. Bureau, H. Guimbard, S. Jean
Review of World Economics
 vol. 155(2), p.1-47, avril 2019.

Ce travail sera publié en 2019. Le traitement des concessions tarifaires sera intégré comme base de données satellite à la base GTAP (notamment pour être utilisée dans des situations de références dynamiques simulées dans les modèles d'équilibre général calculable).

RÉFÉRENCE(S)

"Agricultural Trade Liberalization in the 21st Century: Has it Done the Business?"

J.-C. Bureau, H. Guimbard, S. Jean

Journal of Agricultural Economics
vol. 70(1), p.3-25, mai 2019.

La libéralisation du commerce agricole a-t-elle eu lieu ?

Houssein Guimbard, Sébastien Jean, en collaboration avec Jean-Christophe Bureau (INRA-AgroParisTech)

Dans cet article, nous proposons une décomposition statistique de l'évolution des différents types de droits de douane, dans le secteur agricole, depuis 2001. Les résultats montrent que le système multilatéral a joué un rôle limité dans la libéralisation du commerce agricole au cours de cette période : de nombreux pays ont continué d'appliquer des droits de douane inférieurs aux plafonds de l'OMC (droits consolidés). En outre, une grande partie de la libéralisation tarifaire mondiale s'est déroulée en dehors du cadre multilatéral et des accords régionaux, via un démantèlement tarifaire unilatéral substantiel. Le nombre d'accords commerciaux régionaux a bondi, mais leur impact sur les tarifs agricoles appliqués a été limité. Nous examinons ensuite les conséquences, en termes de commerce international et de production, pour les produits alimentaires et agricoles de deux scénarios stylisés : un approfondissement du régionalisme (signature et implémentation des accords actuellement en cours de négociation) et une guerre commerciale dans le contexte de l'OMC (modélisée ici comme un retour au niveau des droits consolidés de 2001). Tandis qu'un approfondissement des accords de commerce n'engendrerait que des gains limités, une guerre commerciale aurait un fort impact négatif sur l'économie mondiale.

Programme



Analyse du commerce
international

ANALYSE DU COMMERCE INTERNATIONAL

MULTINATIONALES ET CHÂÎNES INTERNATIONALES DE VALEUR

Stratégie de localisation dans le secteur automobile

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia, Canada)

Ce projet vise à étudier les décisions de délocalisations pour chaque modèle de voiture dans le secteur automobile. Il présente un état des lieux descriptif de l'ampleur du phénomène dans l'industrie automobile mondiale à partir de données sur 2000 modèles de 197 marques de voitures dont le siège social du constructeur est situé dans 23 pays. Bien que la délocalisation dans l'industrie automobile ait augmenté de 2000 à 2016, les cinq premières marques de délocalisation représentent la moitié de l'assemblage automobile délocalisé vers les pays à bas salaires. Un modèle simple permet d'expliquer que la décision de délocalisation résulte d'un décalage entre les avantages comparatifs du pays et l'intensité de la variété en travail qualifié. Les entreprises délocalisent les modèles de voiture à bas coût lorsque le revenu par tête du pays d'origine de la marque augmente. Les résultats empiriques confirment les prédictions du modèle théorique.

Granularité et performance commerciale : le cas de l'industrie automobile

Thierry Mayer, Vincent Vicard

Ce projet analyse l'influence de certains acteurs économiques sur les performances commerciales agrégées des économies. Ce phénomène dit de granularité reflète les cas de concentration de l'activité sur certaines (grosses) entreprises, dont les performances peuvent diverger du reste des acteurs du secteur ou du pays. Il implique que des chocs ou des décisions spécifiques à certaines entreprises peuvent avoir des conséquences au niveau d'une économie. Cette concentration de l'activité est particulièrement significative dans le cas du commerce international, un nombre réduit d'acteurs très internationalisés, notamment les entreprises multinationales, représentant la majorité des exportations et des importations. Le secteur automobile, pour lequel des données détaillées sont disponibles, offre une illustration particulièrement intéressante de ces phénomènes de granularité pour les pays européens.

RÉFÉRENCE(S)

"Misfits in the Car Industry: Offshore Assembly Decisions at the Variety Level"
K. Head, T. Mayer
CEPII Working Paper
N° 2018-22, décembre.

"Misfits in the Car Industry: Offshore Assembly Decisions at the Variety Level"
K. Head, T. Mayer
à paraître dans le *Journal of Japanese and International economies*
2019.

Head, K. and T. Mayer, "Brands in Motion: How frictions shape multinational production"
K. Head, T. Mayer
à paraître dans *American Economic Review*.

Le projet a pris du retard du fait d'autres priorités dans le programme de travail. Un ensemble de statistiques descriptives a déjà été assemblé. Un *Policy Brief* devrait être publié dans le courant de l'année.

Fiscalité et approvisionnement en services des entreprises multinationales

Sébastien Jean, Farid Toubal, en collaboration avec Sébastien Laffitte (Université Paris-Saclay, Julien Martin (Université de Bordeaux), Matthieu Parenti (PSE-École d'économie de Paris)

La littérature existante (dont les études menées au CEPII) a analysé l'influence de la fiscalité sur les stratégies des entreprises en se focalisant soit sur les choix de localisation, soit sur les prix de transfert. Or la fiscalité peut également influencer le commerce de services, notamment au sein des groupes. Ce projet examine l'influence de la fiscalité sur les comportements d'approvisionnement en services des entreprises multinationales.

Cette influence sera étudiée en analysant l'hétérogénéité des comportements des entreprises face à la taxation par le prisme de leur taille, de leur nationalité, de leurs éventuelles implantations étrangères et de l'intensité de leurs échanges de biens et de services. Les bases de données françaises constituent un atout considérable puisqu'elles permettent de suivre les entreprises dans le temps et d'obtenir des groupes de contrôle de qualité (entreprises de taille similaire ayant des dynamiques proches).

L'obtention des données a pris beaucoup plus de temps que prévu, ce qui a retardé l'avancée du projet.

Activités des multinationales, fiscalité et revenus d'investissements directs étrangers

Vincent Vicard

Les stratégies d'évitement fiscal des entreprises multinationales affectent leurs transactions internationales, que ce soit par la manipulation de leurs prix de transfert, certains échanges de services (*royalties*) ou les flux d'intérêt sur les dettes intra-groupe. Ce faisant, elles affectent les statistiques de balance des paiements, générant des anomalies identifiables. Ce projet s'intéresse à l'une de ces anomalies, particulièrement importante pour un pays à haut niveau de taxation comme la France : malgré une position extérieure nette négative, elle bénéficie d'un solde de revenus

d'investissements positif depuis plus d'une décennie, situation similaire au cas américain largement documenté.

L'analyse sur un large échantillon de pays montre que les pays à haut niveau d'impôt sur les sociétés ont un rendement excessif sur leurs stocks d'actifs étrangers nets, du fait de l'écart de rendement au sein de la catégorie d'actifs des IDE. Ce constat est cohérent avec des activités d'évitement fiscal des multinationales générant un privilège exorbitant des pays à haut niveau de taxation, comme dans le cas américain largement documenté. À partir de données au niveau des entreprises sur les dividendes et les bénéfices réinvestis des filiales étrangères des entreprises mères françaises, ce travail quantifie l'impact de l'évitement fiscal sur les rendements des actifs internationaux. Les transferts de bénéfices gonflent le solde des revenus des investissements et expliquent l'écart de rendement moyen de 2 points de pourcentage entre actifs et passifs des IDE français. Les deux tiers des bénéfices manquants en France, estimés à 36 milliards d'euros, soit 1,6 % du PIB en 2015, sont transférés vers les paradis fiscaux européens et les pays conduits.

Une version préliminaire de document de travail a été rédigée et présentée dans plusieurs séminaires et workshops. Une version finale et une lettre du CEPII sont prévus pour le premier semestre 2019.

Prix des inputs et allocation du travail entre établissements au sein des entreprises

Ariell Reshef, Gianluca Santoni

Plusieurs études ont montré un effet négatif des importations de biens finaux en provenance de Chine sur les entreprises manufacturières américaines ou françaises. Ce projet vise à mieux comprendre l'ajustement des entreprises confrontées à une concurrence internationale plus forte pour leur produit, par la transmission des chocs aux autres établissements du même groupe. Il s'agit plus spécifiquement d'étudier la relation entre les chocs sur le prix des biens (soit intermédiaires soit finaux) liés à la mondialisation et la répartition du travail entre établissements au sein des entreprises manufacturières françaises. Alors qu'un établissement peut être affecté (négativement) par la concurrence étrangère sur le marché du bien final, d'autres peuvent gagner grâce à des économies de coûts par la disponibilité de biens intermédiaires moins chers, avec des gains potentiels pour l'entreprise en général. Ce projet mobilise les données de commerce des douanes couplées à la base de données sur la localisation des établissements sur le territoire

RÉFÉRENCE(S)

"Agglomeration Economies and Firm Level Labor Misallocation"
L. Fontagné, G. Santoni
Journal of Economic Geography
Vol. 19(1), p.251-272
Janvier 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Techies, Trade, and Skill-Biased Productivity"
J. Harrigan, A. Reshef, F. Toubal
CEPII Working Paper
N° 2018-21, décembre 2018.

français, SIRENE, afin d'exploiter la dimension géographique de la répartition des salariés entre établissements localisés dans différents bassins d'emplois. Le projet est en cours. La littérature empirique et théorique de référence a été revue et les données organisées afin de pouvoir poursuivre l'analyse économétrique au cours de l'année 2019.

MONDIALISATION ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Allocation des facteurs productifs et performance à l'export des entreprises françaises

Lionel Fontagné, Gianluca Santoni, en collaboration avec Chiara Tomasi (Université de Trente, Italie)

Ce projet fait suite à des travaux du CEPII montrant d'une part que les inefficiences dans l'allocation des ressources (c'est-à-dire des facteurs de production) au sein des entreprises françaises ont augmenté pendant la période 1994-2007 et d'autre part que les zones de forte densité économique améliorent l'allocation des ressources au sein des entreprises. Il vise à évaluer dans quelle mesure l'incapacité des entreprises à obtenir et utiliser efficacement leurs facteurs de production pèse sur leur compétitivité et leurs capacités d'exportation. Le projet a été reporté à cause des difficultés d'accès aux données par les membres de l'équipe. Le projet sera probablement représenté une fois les aspects administratifs réglés.

L'impact de la technologie et du commerce sur la productivité des entreprises

Ariell Reshef, Farid Toubal, en collaboration avec James Harrigan (Université de Virginie, États-Unis)

Les économistes étudient le lien entre la demande de main-d'œuvre qualifiée ou non qualifiée, la mondialisation et l'adoption des technologies depuis des décennies, mais il est difficile de quantifier l'importance relative de ces facteurs. Ce projet analyse l'impact de l'adoption de technologies et du commerce sur la productivité des entreprises et sur sa composante biaisée en faveur des travailleurs les plus qualifiés à partir de données sur les entreprises françaises. L'approche est innovante de deux points de vue : elle se fonde sur une analyse au niveau de l'entreprise afin d'estimer les changements technologiques et elle approxime l'adoption et la diffusion de la technologie par la part des travailleurs dans les domaines de la R&D et des TIC de l'entreprise. Ces "techies" installent et diffusent la technologie au sein de l'entreprise.

L'analyse montre que l'importation, les TIC et la R&D ont des effets importants sur la demande relative de travailleurs qualifiés en raison de leurs effets sur la productivité. Un résultat particulièrement intéressant est que la demande de travailleurs qualifiés et non qualifiés augmente lorsque les entreprises embauchent des "techies" ou ont recours à l'importation de biens intermédiaires.

Fragmentation de la production et répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail

Gianluca Santoni, Ariell Reshef

Le projet vise à étudier le rôle du commerce international et des chaînes des valeurs sur l'évolution de la part du travail dans la valeur ajoutée nationale. Sur la période 1995-2007, la part du travail a baissé significativement (pour récupérer marginalement entre les années 2007-2014). La part du travail qualifié a par contre augmenté fortement entre les années 1995 et 2007. La décomposition des changements dans la part du travail montre que : i) la mondialisation a eu un rôle important dans la réduction de la part du travail en général, le commerce de biens intermédiaires étant plus intensif en capital ; ii) l'évolution de la part du travail qualifié est plutôt liée à des déterminants intra sectoriels. Entre pays, la baisse de la part du salaire est positivement corrélée avec les investissements directs à l'étranger sortants. Le projet est en cours de finalisation. Une première version du papier sera soumise comme document de travail au premier trimestre 2019.

Salaire minimum et profitabilité des entreprises

Vincent Vicard, en collaboration avec Clémence Berson (Banque de France), Clément Malgouyres (PSE-École d'économie de Paris)

Ce projet vise à mieux comprendre l'impact du coût du travail au niveau du salaire minimum sur différentes variables de performance de l'entreprise. Le projet initial projetait d'utiliser comme choc exogène l'épisode de convergence des SMIC horaires sur la période 2003-2005 dont l'impact est hétérogène sur les entreprises françaises. Étant donné les publications récentes sur le sujet, le projet a été élargi aux épisodes d'évolution du coût du travail au niveau du salaire minimum par les exonérations de cotisations sociales, et recentré sur la question de l'impact sur la qualité des produits exportés.

RÉFÉRENCE(S)

"L'étonnante atonie des exportations françaises : retour sur la compétitivité et ses déterminants"

C. Emlinger, S. Jean, V. Vicard
CEPII Policy Brief
N° 24, février 2019.

"L'étonnante atonie des exportations françaises"

C. Emlinger, S. Jean, V. Vicard
La Lettre du CEPII
N° 395, janvier 2019.

RÉFÉRENCE(S)

"Spatial Differencing: Estimation and Inference"

F. Belotti, E. Di Porto, G. Santoni
CESifo Economic Studies
Vol. 64(2), p. 241-254, juin 2018.

COMPÉTITIVITÉ

Le point sur la compétitivité de la France

Charlotte Emlinger, Sébastien Jean, Vincent Vicard, en collaboration avec Aymeric Ortmans (Université Paris-Saclay)

Ce projet fait le point sur la compétitivité de la France à l'exportation. L'analyse de l'évolution des coûts du travail, de la spécialisation sectorielle, de la production manufacturière et de l'investissement permet de fournir quelques éléments d'analyse. L'atonie des exportations françaises ne s'explique ni par une mauvaise structure de spécialisation, ni par un effet d'irréversibilité de la désindustrialisation, et les interprétations en termes de compétitivité hors prix ne sont pas fondées sur des causes bien identifiées. Elle reflète surtout le manque de rééquilibrage macroéconomique au sein de la zone euro et l'importance de l'investissement à l'étranger des entreprises françaises.

Impact de la composition des dépenses publiques locales sur la compétitivité des entreprises

Gianluca Santoni, en collaboration avec Edoardo Di Porto (Université de Naples), Sonia Paty (Université Lumière Lyon 2)

L'objectif de ce projet est de mesurer l'impact de la composition des dépenses publiques locales, en particulier au niveau des municipalités et des agglomérations de municipalités (EPCI) sur la productivité des entreprises françaises pendant la période 1994-2015. La littérature existante sur la coopération fiscale montre que la coordination des investissements publics permet d'améliorer les performances économiques des entreprises. Toutefois, ce résultat dépend fortement des caractéristiques des entreprises au niveau local. La coopération fiscale, phénomène répandu dans de nombreux pays européens, peut être considérée comme un mouvement de recentralisation fiscale vers un niveau plus élevé de gouvernement local. Les effets de cette recentralisation (ce projet s'intéresse aux établissements publics de coopération intercommunale, EPCI) n'ont pas encore été étudiés dans la littérature économique. Ce projet vise à combler ce manque.

Le projet est en cours. Le traitement des données - issues de la DGFIP sur la ventilation des dépenses publiques locales (incluant notamment les investissements) à différents niveaux de gouvernements locaux fusionnée associée aux données de bilan des entreprises françaises -, a été lancé afin de pouvoir poursuivre l'analyse économétrique au cours de l'année 2019. D'un point de vue méthodologique, un

estimateur traitant de problèmes spécifiques à l'analyse spatiale a été développé et sera utilisé dans ce projet.

Contrôle qualité et performance à l'exportation des entreprises agroalimentaires françaises

Charlotte Emlinger, en collaboration avec Karine Latouche (INRA, SMART-LERECO Nantes)

Ce projet vise à analyser l'impact des stratégies qualité des entreprises agroalimentaires sur leur commerce extérieur. La présence de personnel qualifié dans le contrôle de qualité est utilisée comme indicateur de l'engagement des entreprises dans les démarches de qualité et de traçabilité. En effet, la multiplication des standards publics comme privés dans le secteur agroalimentaire a rendu essentiel pour les entreprises la présence d'ingénieurs ou de cadres spécialisés dans le contrôle des différentes phases de la production et de la qualité des produits. Ce type d'"investissement qualité" est susceptible d'aider les entreprises à accéder aux marchés étrangers, en particulier ceux où les standards de qualité (ISO, SPS, standards privés) sont importants. Ce projet est prévu sur deux ans. Le travail de collecte et de traitement des données - données des douanes françaises et de la base DADS fournissant par entreprise la répartition de l'emploi par catégorie socioprofessionnelle - a été engagé cette année.

Estimation des paramètres de la distribution des exportateurs français

Thierry Mayer, en collaboration avec Keith Head (University of British Columbia, Canada), Mathias Thoenig (Université de Lausanne)

L'estimation des paramètres de la distribution des performances des entreprises est importante, car la quantification des gains au commerce ou de l'élasticité aux changements de politique commerciale en dépend fondamentalement. Les travaux empiriques inspirés par le modèle de Méliitz (2003) ont quasiment tous fait l'hypothèse d'une distribution sous-jacente de performance des firmes de type Pareto. Cette distribution, extrêmement pratique sur le plan théorique, est néanmoins contredite dans sa version la plus simple dans les données micro-économiques d'exportation. Il est maintenant relativement bien établi que la distribution de la productivité est plus proche d'une distribution log-normale. Cette estimation n'est pas triviale, car les entreprises les plus faibles sur le plan de la productivité sont exclues du marché d'exportation en raison de l'existence d'un coût fixe. La distribution devrait donc être

tronquée de manière très nette selon la théorie. Cela ne semble cependant pas être le cas dans les données. Ce projet explore une explication théorique ayant trait à une double hétérogénéité : hétérogénéité de la productivité comme dans le modèle canonique, mais également hétérogénéité des coûts fixes. En raison de l'existence d'articles concurrents récents, ce projet nécessite cependant d'être réorienté.

COMMERCE ET SPÉCIALISATION

La politique de recentrage chinoise : bilan et perspective

Cristina Mitaritonna, Antoine Vatan

Depuis l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001 jusqu'en 2012, la Chine s'est essentiellement développée en s'appuyant sur le secteur industriel en se proposant de devenir "l'usine du monde". Cette stratégie a eu pour conséquence l'importation massive de biens d'équipement ayant bénéficié à l'Allemagne notamment. Depuis, un double changement s'opère. D'abord le marché intérieur chinois se développe, notamment grâce à une hausse du salaire minimum. Ensuite, du côté du tissu productif, les réformes entreprises en 2013 visent à développer la production de biens à haute technologie. En effet, la croissance chinoise semble dorénavant davantage tirée par la "nouvelle économie" au détriment de l'ancienne (industrie lourde) entrée en surproduction. Ce changement structurel se réalise dans le cadre du plan 2025. L'ensemble de ces changements, à la fois du côté demande et du côté production, n'est pas sans conséquence sur la structure du commerce international en général et sur celle de l'Europe en particulier.

Ce projet a été décalé en raison de la priorisation d'autres travaux du programme de travail. Un *Policy Brief* sera proposé en 2019. Il fera le point sur la politique de recentrage mais surtout insistera sur l'aspect haute technologie du plan "made in China 2025", en le mettant en perspective avec le commerce chinois des vingt dernières années.

Zone euro : commerce, déséquilibres et spécialisation

Vincent Vicard, en collaboration avec Antoine Berthou (Banque de France)

L'un des bénéfices attendus de la création de l'euro était lié à l'augmentation du commerce entre pays membres. Les travaux empiriques existants peinent cependant à identifier un effet de

création de commerce au sein de la zone euro. La première partie de ce projet revisite les effets de création de commerce dans le cadre d'un modèle de gravité, de façon à expliquer les impacts hétérogènes trouvés dans la littérature en distinguant notamment l'impact sur les différents pays selon leurs caractéristiques. Une version préliminaire de ce travail est terminée; étant donné plusieurs publications récentes sur le sujet, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour recentrer la contribution de cette partie du projet sur les effets asymétriques entre pays membres.

La seconde partie consiste à étudier les effets de réallocation des activités productives au sein de la zone euro et leur concentration/agglomération au niveau des régions au sein des pays. Ces potentiels effets d'agglomération peuvent concerner les activités manufacturières comme de services marchands utilisés comme intrants par l'industrie manufacturière, et sont susceptibles d'expliquer la faiblesse de l'impact mesuré de la création de l'euro dans le cadre du modèle de gravité appliqué au commerce. Une base de données d'activité sectorielle au niveau régional pour les pays européens est en cours de constitution pour analyser ces effets.

La nature des échanges mondiaux par type de commerce et le cas particulier de l'Union européenne

Deniz Ünal, en collaboration avec Guillaume Gaulier (Banque de France), Aude Sztulman (Université Paris Dauphine)

Ce projet s'intéresse aux modalités d'insertion internationale des économies selon leur type de commerce. La première partie du projet s'est focalisée sur les relations entre le commerce de produits intermédiaires et les chaînes de valeur internationales de façon à mieux comprendre l'évolution récente des chaînes de valeur mondiales (CVM) après leur forte expansion depuis les années 2000. L'utilisation des données de commerce de biens intermédiaires comme indicateur des CVM permet d'analyser la dynamique des CVM au niveau mondial dans la période récente. Sur la période 2000-2016, l'évolution de la part des biens intermédiaires dans le commerce mondial en valeur présente une expansion modérée de la fragmentation internationale des processus productifs suivie d'un déclin à partir de 2011. Mais la prise en compte des effets de prix montre une évolution différente : la part des échanges intermédiaires en volume croît à un rythme modéré entre 2000 et 2016. De même, le commerce de pièces et composants (P&C), qui correspond à des activités plus intégrées dans les CVM que d'autres biens intermédiaires (produits semi-

RÉFÉRENCE(S)

- "Are Global Value Chains Receding? The Jury Is Still out - Key Findings from the Analysis of Deflated World Trade in Parts and Components"
G. Gaulier, A. Sztulman et D. Ünal
Document de travail du CEPII
N° 2019-01, janvier.

finis), enregistre une hausse modeste mais régulière, sans aucun signe de ralentissement après la grande récession, une fois le cycle économique mondial contrôlé. Les résultats ne pointent donc pas vers un repli des chaînes de valeur mondiales depuis 2011.

La seconde partie du projet, visant à documenter l'évolution du commerce mondial et régional par type de commerce entre échanges inter-branches (commerce de produits différents) et échanges intra-branche (commerce de produits similaires), sera lancée en 2019.

Économie numérique, chaîne de valeur et productivité

Laurence Nayman

Ce projet a été décalé sur l'année 2019 et recentré sur deux dimensions visant à mieux appréhender l'impact des technologies numériques sur le commerce international : d'une part sur la mesure du commerce électronique dans les statistiques officielles de balance des paiements et d'autre part sur les dispositions qui y sont relatives dans les accords commerciaux régionaux.

Quelle place pour l'Inde dans l'économie mondiale ?

Isabelle Bensidoun, Françoise Lemoine, Camilo Umara Dajud, Deniz Unal, en collaboration avec Catherine Bros (Université Paris-Est Marne La Vallée – ERUDITE)

Depuis deux ans la croissance de l'Inde dépasse celle de la Chine. De son côté la Chine se recentre sur son marché intérieur. Une place se libère-t-elle pour une plus grande insertion de l'Inde dans les échanges internationaux, pour un poids plus important de ce pays dans l'économie mondiale ? Ce projet propose de répondre à cette question en adoptant différents angles : par le prisme de l'insertion internationale et de la structure productive de l'Inde, celui macroéconomique et celui sociétal notamment au travers du système de castes. De premiers résultats sur la capacité du modèle indien, fondé sur les services, à assurer ce que permet traditionnellement l'industrie en matière de développement, ont été publiés dans un blog du CEPIL et sur The conversation à l'été 2018. Ils montrent qu'en Inde, en matière de croissance et de productivité les services n'ont rien à envier à l'industrie. En revanche, la faiblesse du développement du secteur manufacturier pèse sur l'emploi, la capacité du secteur des services à absorber la main-d'œuvre libérée par le secteur agricole étant insuffisante, et ce d'autant plus que les secteurs modernes des services se

développent. Les autres dimensions du projet seront explorées au cours de l'année 2019.

BASES DE DONNÉES ET PROFILS PAYS

CHELEM

Laurence Nayman, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

CHELEM propose des données détaillées sur l'économie mondiale avec une interface facilitant les extractions et le calcul d'indicateurs. La base CHELEM - Commerce international a été actualisée le 5 décembre sur la période 1967-2017. La base CHELEM - Balance des paiements a été mise à jour le 22 février, le 16 juillet et le 13 décembre (données jusqu'en 2017). Les séries de PIB et de populations de la base CHELEM-PIB ont été réactualisées le 2 juillet sur la période 1960-2023 à partir des données de la Banque mondiale (WDI), de l'OCDE (données de comptabilités nationales), du FMI (WEO) et des sources nationales. Une seconde mise à jour a été faite le 6 décembre sur la série taux de change, jusqu'en 2017.

BACI -TUV

Charlotte Emlinger

Les bases de données BACI, TUV et WTFC ont été mises à jour et mises à disposition sur le site web du CEPPII, dans différentes révisions.

Profil du CEPPII

Charlotte Emlinger, Jean Fouré, Houssein Guimbard, Alix de Saint Vaulry, Deniz Ünal

Les Profils du CEPPII sont des pages interactives qui illustrent les principaux acteurs et enjeux du commerce international à travers les indicateurs et bases de données du CEPPII. Ils sont conçus pour être utilisés comme une ressource pour l'information, l'expertise et la pédagogie, que ce soit au travers d'illustrations, facilement utilisables telles quelles, ou au travers de données téléchargeables, l'ensemble étant en accès libre et gratuit.

Les Profils Pays synthétisent et structurent des informations précises et cohérentes sur le niveau de richesse, la spécialisation commerciale, la gamme des biens échangés et la protection douanière caractérisant

RÉFÉRENCE(S)

- Base de données CHELEM - CIN (Commerce international).
- Base de données CHELEM - BAL (Balance des paiements).
- Base de données CHELEM - PIB (Populations, PIB en valeur, en volume et en volume PPA, taux de change).
- "Base de données sur l'économie mondiale"
A. de Saint Vaulry
dans *L'économie mondiale 2019*,
Coll. Repères, La Découverte,
Paris, 2018.

RÉFÉRENCE(S)

- "Les Profils Pays du CEPPII",
Visualdata, mars 2018.
- "Les Profils Pays du CEPPII",
Visualdata, juillet 2018.
- "CEPII Country Profiles",
Visualdata, March 2018.
- "CEPII Country Profiles",
Visualdata, July 2018.

l'insertion de 80 pays dans l'économie mondiale. Ils ont été mis à jour en juillet 2017. Le téléchargement des illustrations et l'exportation des données ont été améliorés. Depuis avril 2018, il est possible de télécharger les données des Profils Pays pour tous les pays en un seul fichier pour un tableau ou un graphique donné. Les Profils Pays ont été mis à jour en mars et en juillet 2018.

Base de données harmonisée du commerce de services

Alix de Saint Vaulry

Le commerce de services représente une part croissante du commerce international. Les données de commerce de services sont cependant reconnues comme de moins bonne qualité que les données de commerce de biens. En particulier, des données bilatérales sont fournies par plusieurs organismes (Eurostat, OCDE, ONU, données nationales de balance des paiements) pour des échantillons de pays mais il n'existe pas de source harmonisée. Ce projet vise à explorer les sources de données bilatérales sur le commerce de services et les possibilités de mise en cohérence et d'harmonisation, en capitalisant sur l'expérience acquise dans le développement de la base CHELEM - Commerce International. Ce projet nécessite dans un premier temps une analyse exploratoire des données disponibles et de leurs spécificités avant de décider du développement de la base. Fin 2018, des contacts ont été pris et une analyse exploratoire des données disponibles a été entreprise.

Élasticités Internationales : une nouvelle base de données

Lionel Fontagné, Houssein Guimbard, Gianluca Orefice

Ce projet consiste à estimer les élasticités des exportations aux droits de douane, pour chaque pays exportateur et produit SH6 (i.e. la classification du système harmonisé à 6 chiffres du commerce international, soit plus de 5 000 produits) en utilisant les bases de données du CEPII (BACI pour les flux de commerce et MAcMap-HS6 pour les droits de douane). La base de données obtenue sera diffusée publiquement sur le site du CEPII et constitue un intérêt important pour les économistes et les modélisateurs, notamment ceux utilisant des modèles d'équilibre général calculable ou des modèles de gravité structurelle, mais aussi pour les praticiens, la valeur des élasticités conditionnant fortement les résultats des analyses ex-ante.

En 2018, une première version de la base de données sur les élasticités aux droits de douane (récolte et mise en cohérence des

données sources, définition de la stratégie empirique et estimations économétriques) a été constituée. En 2019, il s'agira de consolider la base de données avant sa diffusion. L'analyse se poursuivra avec une étude des conséquences de l'hétérogénéité des élasticités aux droits de douane sur l'évaluation du bien-être résultant de changements de politiques commerciales tarifaires.

AUTRES PROJETS

Spécialisations USA-UE-Chine et reconfiguration du commerce mondial

Deniz Ünal

Ce projet documente les grandes tendances de spécialisations de la triade USA-UE-Chine. Au sein des trois pôles moteurs de l'économie mondiale, la spécialisation américaine se distingue par un désavantage comparatif massif dans le secteur manufacturier. La force des États-Unis réside dans les services. En miroir, la Chine dégage de gros excédents dans le manufacturier et un déficit net dans le tertiaire. Le schéma européen est un entre-deux, avec des points forts aussi bien dans les services que dans le manufacturier.

L'analyse par gamme de valeurs unitaires montre en revanche que les deux pôles avancés de la triade disposent d'énormes avantages comparatifs dans les manufacturés de haut de gamme, à l'inverse de la Chine. Le pôle émergent y est désavantagé et sa spécialisation s'appuie sur les produits manufacturés de bas prix. Mais depuis la Grande récession de 2007-2009, la Chine mise sur les produits de gamme moyenne et y dégage des excédents croissants. Les mesures protectionnistes américaines qu'elle subit de plein fouet sont de nature à accentuer cette tendance. Quant à l'engagement dans les échanges de services, elle sera sans doute une prochaine étape dans la transition chinoise pour atteindre le niveau de développement des pays avancés. Ce projet s'est concrétisé par la publication de plusieurs billets de blog et de contributions aux *Carnets graphiques* du CEPII.

L'économie turque dans l'état géopolitique

Deniz Ünal

Parmi les pays émergents qui contribuent pour plus de 1 % au PIB mondial, la Turquie connaît une dépendance énergétique record et croissante, malgré la relative sobriété de sa consommation. Cela tient à la croissance soutenue de son économie et à la pauvreté

RÉFÉRENCE(S)

"L'économie turque dans l'état géopolitique"
D. Ünal
Panorama du CEPII
à paraître en 2019.

endémique de ses ressources énergétiques propres. Jouant de sa situation géographique, au carrefour des oléoducs et gazoducs pouvant desservir l'Europe depuis l'Eurasie et le Moyen-Orient, la Turquie dont la dépendance énergétique à l'égard de l'Iran et surtout de la Russie va croissant, est entrée dans une alliance géopolitique avec ses deux grands voisins.

En été 2018, la guerre en Syrie et les nouvelles sanctions imposées par les États-Unis contre l'Iran ont créé un affrontement sans précédent entre la superpuissance américaine et son allié turc, bastion oriental de l'OTAN, provoquant une chute vertigineuse de la livre. L'économie émergente qui avait commencé à souffrir de la hausse des taux d'intérêts de la Fed depuis le début de l'année, est entrée en récession à la suite de ce choc. Elle cherche depuis la sortie de la crise, en menant une stratégie très complexe où les alliances avec l'UE et les autres grands émergents sont savamment imbriquées, à négocier avec les États-Unis.



Les annexes

Annexe 1



Les publications du CEPII

N° 153 - 1^{er} trimestre 2018

"Editorial", Sébastien Jean, Mario Larch, Valérie Mignon.

"Analyzing Global and Regional Value Chains", Koen De Backer, Philippe De Lombaerde, Lelio Lapadre.

"International Production Networks and the World Trade Structure", Isabella Cingolani, Lelio Lapadre, Lucia Tajoli.

"Value Chains in Europe and Asia: Which Countries Participate?", Richard Pomfret, Patricia Sourdin.

"Global Value Chains: New Evidence for North Africa", Davide Del Prete, Giorgia Giovannetti, Enrico Marvasic.

"Value Chains and the Great Recession: Evidence from Italian and German Firms", Antonio Accetturo, Anna Giunta.

"The Puzzle of Measuring Global Value Chains – The Business Statistics Perspective", Peter Bøegh Nielsen

N° 154 - 2^e trimestre 2018

"Introduction to the Special Issue: Firms, Trade and Productivity: Empirical Analysis Based on Recent Theoretical Advances", Massimo Del Gatto.

"The Revealed Cost Competitiveness of Changing Trade Patterns: A Country-sector Exercise", Massimo Del Gatto.

"Relaxing Credit Constraints in Emerging Economies: The Impact of Public Loans on the Productivity of Brazilian Manufacturers", Filipe Lage de Sousa, Gianmarco I.P. Ottaviano.

"Productivity and Wage Premiums: Evidence from Vietnamese Ordinary and Processing Exporters", Mai T.P. Vu, Flora Bellone, Marion Dosis.

"The Exchange Rate, Asymmetric Shocks and Asymmetric Distributions", Calin-Vlad Demian, Filippo di Mauro.

"Governance, Value Chain Positioning and Firms' Heterogeneous Performance: The Case of Tuscany", Giorgia Giovannetti, Enrico Marvasi.



Rédacteurs en chef :
Valérie Mignon & Mario Larch
<http://ees.elsevier.com/inteco/>

N° 155 - 3^e trimestre 2018

"Introduction to the Special Issue: Social Values of Carbon and Climate Policy Signals in the Post-COP21 context", Étienne Espagne, Jean-Charles Hourcade.

"Pricing Carbon Removal", Alfredo Sirkis.

"Social Value of Mitigation Activities and Forms of Carbon Pricing", Jean-Charles Hourcade, Antonin Pottier, Étienne Espagne.

"The Role of Financing Cost and De-risking Strategies for Clean Energy Investment", Jan Christoph Steckel, Michael Jakob.

"SCCs and the Use of IAMs: Let's Separate the Wheat from the Chaff", Étienne Espagne, Antonin Pottier, Baptiste Perrissin Fabert, Franck Nadaud, Patrice Dumas.

"On the Link Between Oil and Agricultural Commodity Prices: Do Biofuels Matter?", Anthony Paris.

"Overcoming the Financial Barrier to a Low Emission Development Strategy in Brazil", E. L. La Rovere, C.Grottera, W.Wills.

"The Landscape of Domestic Climate Investment and Finance Flows: Methodological Lessons from Five Years of Application in France", Hadrien Hainaut, Ian Cochran.

"Guaranteeing Sustainable Infrastructure", Rogerio Studart, Kevin Gallagher.

"Debt and Damages: What are the Chances of Staying Under the 2C Warming Threshold?", Emmanuel Bovari, Oskar Lecuyer, Florent Mc Isaac.

N° 152 - 4^e trimestre 2017

"Sovereign Risk and the Real Exchange Rate: A Non-linear Approach", Jair N. Ojeda-Joya, Gloria Sarmiento.

"Asymmetric Impacts of Public and Private Investments on the Non-oil GDP of Saudi Arabia", Walid Mensi, Syed Jawad Hussain Shahzad, Shawkat Hammoudeh, Khamis Hamed Al-Yahyaee.

"The Causal Effect of Reducing Trade Policy Uncertainty: A Comparative Case Study of Bangladesh's Textile Exports to Switzerland", Christian Ritzel, Andreas Kohler, Stefan Mann, Silviu Beciu.

"Are All Cycles Alike? An Empirical Investigation of Regional and Global Factors in Developed and Emerging Economies", Zouhair Ait Benhamou.

"Who Fears or Favors Globalization? Evidence from Individual-level Survey Data in Japan", Koichi Kagitani, Kozo Harimaya.

"Re-examination of the Convergence Hypothesis Among OECD countries: Evidence from Fourier Quantile Unit Root Test", Mohsen Bahmani-Oskooee, Tsangyao Chang, Zahra (Mila) Elmic, Omid Ranjbar.

"Globalization and Terror in Africa", Simplicie A. Asongu, Nicholas Biekpe.

"Reducing Model Risk in Early Warning Systems for Banking Crises in the Euro Area", Virginie Coudert, Julien Idier.

"Under Pressure: Dynamic Pass-through of Oil Prices to the RUB/USD Exchange Rate", Svetlana Fedoseeva.

"Do Renewable Energies Improve Energy Security in the Long Run?", Emmanuel Hache.

"Shocks to the International Prices of Agricultural Commodities and the Effects on Welfare and Poverty. A Simulation of the Ex Ante Long-run Effects for Uruguay", Pedro Moncarz, Sergio Barone, Ricardo Descalzi.

"Forecasting Currency Crises with Threshold Models", Terence T.L. Chong, Isabel K. Yan.

"Estimating Value-at-risk Using a Multivariate Copula-based Volatility Model: Evidence from European Banks", Marius Galabe Samped, Haslifah M.Hasim.

"Income Level and the Emissions, Energy, and Growth Nexus: Evidence from Asia and the Pacific", Thai-Ha Le, Euston Quah.

"EQCHANGE: A World Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates", Cécile Couharde, Anne-Laure Delatte, Carl Grekou, Valérie Mignon, Florian Morvillier.

"Natural Resource Curse in Oil Exporting Countries: A Nonlinear Approach", Olivier Damette, Majda Seghir.

"Impact of Macroeconomic News Surprises and Uncertainty for Major Economies on Returns and Volatility of Oil Futures", Walid Bahloul, Rangan Gupta.

"Environment-Energy-Growth Nexus in Sub-Saharan Africa: The Role of Intermediate Goods", Mohamed Amine Boutabba, Diadié Diaw, Albert Lessoua.

"Dynamics of Net Foreign Asset Components in the EMU", Tatiana Cesaroni, Roberta De Santis.

"How do Islamic Versus Conventional Equity markets React to Political Risk? Dynamic Panel Evidence", Walid M.A. Ahmed.

"How Important Are Global Geopolitical Risks to Emerging Countries?", Chak Hung Jack Cheng, Ching-Wai (Jeremy) Chiu.

"Governance and Economic Growth: The Role of the Exchange Rate Regime", Salma Hadj Fraj, Mekki Hamdaoui, Samir Maktouf

LA LETTRE DU CEPII

11 numéros par an. Ce 4 pages traite de questions liées à l'actualité en s'appuyant sur la recherche menée au CEPII.



Rédacteurs en chef :
J. Couppey-Soubeyran & S. Piton
Disponible sur www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/lettre.asp

- "L'équilibre fragile des économies avancées face aux incertitudes de la politique américaine", par Michel Aglietta, Virginie Coudert. n° 384, janvier
- "La déplaisante arithmétique des déséquilibres de la zone euro", par Guillaume Gaulier, Vincent Vicard. n° 385, février
- "Augmenter ou réduire les impôts : quels effets sur l'économie ? L'exemple de la taxe foncière", par François Geerolf, Thomas Grjebine. n° 386, mars
- "Carnet de bal des accords commerciaux régionaux", par Lionel Fontagné, Gianluca Santoni. n° 387, avril
- "Un chiffrage de l'impact des mesures de protection commerciale de Donald Trump", par Cecilia Bellora, Sébastien Jean, Gianluca Santoni. n° 388, mai
- "L'Union européenne : combien a-t-on gagné à la faire (et combien perdrait-on à la défaire) ? ", par Thierry Mayer, Vincent Vicard, Soledad Zignago. n° 389, juin
- "L'indexation des dettes souveraines sur le PIB : une piste prometteuse mais difficile à mettre en œuvre", par Christophe Destais. n° 390, juillet
- "10 ans après la faillite de Lehman Brothers, le risque systémique a-t-il baissé ?", par Jézabel Couppey-Soubeyran", Thomas Renault. n° 391, septembre
- "Les nouvelles routes polaires changeront peu la géographie du commerce mondial" par Jules Hugot, Camilo Umana Dajud. n° 392, octobre
- "Appellations d'origine : un atout pour l'export ? ", par S. Duvaléix-Tréguer, Charlotte Emlinger, C. Gaigné, Karine Latouche. n° 393, novembre
- "L'impact sur les finances publiques de 30 ans d'immigration en France", par Xavier Chojnicki, Lionel Ragot, Ndeye-Penda Sokhna. n° 394, décembre



Disponible sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/
newsletter.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/newsletter.asp)

THE CEPII NEWSLETTER

La Newsletter du CEPII informe, chaque mois, les abonnés sur la vie du CEPII, ses publications et événements. Certains d'entre eux font l'objet d'une mise en valeur particulière, sous différentes rubriques (Focus, Edito, Opinion, Faits et Chiffres) en fonction de l'actualité et/ou des enjeux des sujets traités. La Newsletter, en français et/ou en anglais, est envoyée onze fois par an à ses 7 042 abonnés.

Une sélection des différents éclairages est présentée ici.

Focus

"L'Irlande grand perdant du Brexit", par Cecilia Bellora, Charlotte Emlinger, Jean Fouré et Houssein Guimbard

"An Estimation of the Cost of Non-Europe", par Thierry Mayer, Vincent Vicard et Soledad Zignago

Edito

"Face aux menaces commerciales américaines, l'Europe doit réagir fermement", par Sébastien Jean

"Profits des multinationales à l'étranger : mesure et impact sur leur pays d'origine", par Laurence Nayman et Vincent Vicard

Faits et chiffres

"-60% - un risque de guerre commerciale ? ", par Cecilia Bellora, Sébastien Jean et Gianluca Santoni

"Contribution des banques de l'Union Européenne (UE) à la fraude fiscale", par Vincent Bouvatier, Gunther Capelle-Blancard et Anne-Laure Delatte

Bases de données

"Profils Pays", par Deniz Unal

"CHELEM sur DB.Nomics" par Alix de Saint-Vaulry

Opinion

"Are State-Contingent Sovereign Bonds the Solution to Avoid Government Debt Crisis?", par Christophe Destais

"Les incertitudes de la politique américaine et leurs dangers", par Michel Aglietta et Virginie Coudert

LES "POLICY BRIEFS" DU CEPII

Les éclairages du CEPII, sur les questions de politique économique internationale (en anglais).



Disponibles sur
[www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/
pb.asp](http://www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/pb.asp)

"Some Unpleasant Euro Arithmetic", par Guillaume Gaulier, Vincent Vicard.

n° 21, janvier

"The Effects of Immigration in Developed Countries: Insights from Recent Economic Research", par Anthony Edo, Lionel Ragot, Hillel Rapoport, Sulin Sardoschau, Andreas Steinmayr.

n° 22, avril

"How Far Will Trump Protectionism Push Up Inflation?", par Sébastien Jean, Gianluca Santoni.

n° 23, décembre



www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/panorama_analytique.asp

LE PANORAMA DU CEPII

La collection du Panorama du CEPII présente des analyses d'économie internationale, des compendiums de statistiques à partir des données originales du Centre, ainsi que des documents méthodologiques relatifs aux indicateurs utilisés dans les publications, les bases de données ou les Profils du CEPII. Élaborée dans une visée pédagogique, elle se propose comme un outil d'enseignement d'économie internationale. Ses illustrations, téléchargeables au format image, peuvent s'incorporer aisément dans vos propres documents.

n° 2018-01, mai

Profits des multinationales à l'étranger : mesure et impact sur leur pays d'origine, par Laurence Nayman, Vincent Vicard.

L'ÉCONOMIE MONDIALE 2019

Chaque année, le CEPII publie, dans la collection "Repères" des analyses inédites des grandes questions économiques mondiales. Des compléments statistiques situent les évolutions récentes dans une perspective longue.

"Introduction"

Isabelle Bensidoun, Jézabel Couppey-Soubeyran

"I. Vue d'ensemble : le printemps... une croissance sous tension"

Sébastien Jean

"II. La zone euro en crise existentielle"

Anne-Laure Delatte

"III. Inflation et macroéconomie dans la globalisation"

Michel Aglietta, Gilles Dufrénot, Anne Faivre

"IV. Effets macroéconomiques des politiques fiscales : Keynes, le retour"

François Geerolf, Thomas Grjebine

"V. Le partage de la valeur ajoutée : un problème capital"

Sophie Piton, Antoine Vatan

"VI. Compter les multinationales autant qu'elles comptent"

Vincent Vicard

"VII. L'Afrique des transitions"

Christophe Cottet, Gaël Giraud, Laëtitia Tremel

"Base de données sur l'économie mondiale"

Alix de Saint Vaulry



*Sous la direction
d'Isabelle Bensidoun
& Jézabel Couppey-Soubeyran*

*Collection Repères,
Éditions La Découverte*



Ouvrage et graphiques disponibles sur : www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/livre/abstract.asp?NoDoc=11321

CARNETS GRAPHIQUES L'ÉCONOMIE MONDIALE DÉVOILE SES COURBES

Créé en 1978 par Raymond Barre, le CEPII a 40 ans cette année. Pour le célébrer, ses économistes ont tracé les contours de 40 ans d'économie mondiale : de l'irruption de la Chine à la grande modération de l'inflation, en passant par l'explosion de la finance, la montée des préoccupations climatiques, les espoirs déçus de la zone euro, les métamorphoses du commerce mondial, les migrations internationales ou encore la prise de conscience des conséquences du développement des inégalités et bien d'autres encore.

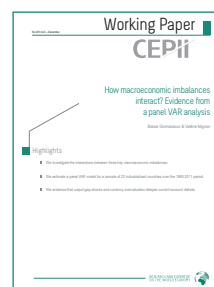
Une quarantaine de graphiques, chacun accompagné d'un texte court, composent ces carnets au fil desquels l'économie mondiale vous dévoilera ses courbes et ses zones d'ombres.

Ouvrage collectif sous la direction d'Isabelle Bensidoun & Jézabel Couppey-Soubeyran.

Sommaire

- Tendances globales
- Commerce
- Macro-finance
- Migrations
- Environnement - énergie

LES DOCUMENTS DE TRAVAIL DU CEPII



Disponibles sur
www.cepii.fr/CEPII/fr/publications/wp.asp

"Immigrant Entrepreneurs, Diasporas and Exports", par Massimiliano Bratti, Luca De Benedictis et Gianluca Santoni.	n° 2018-01, janvier
"The Tale of Two International Phenomena: International Migration and Global Imbalances", par Dramane Coulibaly, Blaise Gnimassoun et Valérie Mignon.	n° 2018-02, mars
"Property Tax Shocks and Macroeconomics", par François Geerolf et Thomas Grjebine.	n° 2018-03, mars
"L'impact budgétaire de 30 ans d'immigration en France : (I) une approche comptable", par Xavier Chojnicki, Lionel Ragot et Ndeye-Penda Sokhna.	n° 2018-04, avril
"GVCs and the Endogenous Geography of RTAs", par Lionel Fontagné et Gianluca Santoni.	n° 2018-05, avril
"The Cost of Non-Europe, Revisited", par Thierry Mayer, Vincent Vicard et Soledad Zignago.	n° 2018-06, avril
"Do Unit Labor Costs Matter? A Decomposition Exercise on European Data", par Sophie Piton.	n° 2018-07, avril
"Trade and Currency Weapons", par Agnès Bénassy-Quéré, Matthieu Bussière et Pauline Wibaux.	n° 2018-08, juin
"The Changing Structure of Immigration to the OECD: What Welfare Effects on Member Countries?", par Michał Burzyński, Frédéric Docquier et Hillel Rapoport.	n° 2018-09, juin
"International Transport Costs: New Findings from Modeling Additive Costs", par Guillaume Daudin, Jérôme Héricourt et Lise Patureau.	n° 2018-10, août

n° 2018-11, septembre	"Somatic Distance, Trust and Trade", par Jacques Melitz et Farid Toubal.
n° 2018-12, septembre	"Currency Misalignments and Economic Growth: The Foreign Currency-Denominated Debt Channel", par Carl Grekou.
n° 2018-13, septembre	"Do Global Value Chains Amplify Global Imbalances?", par Antonia López-Villavicencio et Valérie Mignon.
n° 2018-14, septembre	"Looking for the Bright Side of the China Syndrome: Rising Export Opportunities and Life Satisfaction in China", par Matthieu Crozet, Laura Hering et Sandra Poncet.
n° 2018-15, septembre	"The Third Demographic Dividend: Measuring the "Demographic Tax" in the Arab Countries in Transition", par Gilles Dufrenot.
n° 2018-16, septembre	"Deviations in Real Exchange Rate Levels in the OECD Countries and Their Structural Determinants", par Martin Berka et Daan Steenkamp.
n° 2018-17, octobre	"On the Competitiveness Effects of Quality Labels: Evidence from the French Cheese Industry", par Sabine Duvaléix-Treguer, Charlotte Emlinger, Carl Gagné et Karine Latouche.
n° 2018-18, novembre	"Sovereign Risk and Asset Market Dynamics in the Euro Area", par Erica Perego.
n° 2018-19, novembre	"Uncertainty Shocks and Firm Creation: Search and Monitoring in the Credit Market", par Thomas Brand, Marlène Isoré et Fabien Tripier.
n° 2018-20, décembre	"Firms' Exports, Volatility and Skills: Evidence from France", par Maria Bas, Pamela Bombarda, Sébastien Jean et Gianluca Orefice.
n° 2018-21, décembre	"Techies, Trade, and Skill-Biased Productivity", par James Harrigan, Ariell Reshef et Farid Toubal.
n° 2018-22, décembre	"Misfits in the Car Industry: Offshore Assembly Decisions at the Variety Level ", par Keith Head et Thierry Mayer.
n° 2018-23, décembre	"EQCHANGE Annual Assessment 2018", par Carl Grekou.
n° 2018-24, décembre	"Institutions and Customs Duty Evasion", par Sébastien Jean, Cristina Mitaritonna et Antoine Vatan.

LE BLOG DU CEPII

L'actualité économique déchiffrée par les économistes du CEPII.

"Accord de Paris : les Etats américains vont-ils se rebeller ?", Vidéo du 8 janvier, par C. Bellora, J. Fouré.

"L'agriculture, un secteur très exposé dans la négociation des relations commerciales post-Brexit", dans la série Brexit, Billet du 9 janvier, par C. Bellora, C. Emlinger, J. Fouré, H. Guimbard.

"Répartition de la valeur ajoutée entre revenus du travail et du capital : de quoi parle-t-on ?", Billet du 10 janvier, par S. Piton, A. Vatan.

"Le bilan commercial du Brexit dans l'agriculture, négatif mais contrasté", dans la série Brexit, Billet du 15 janvier, par C. Bellora, C. Emlinger, J. Fouré, H. Guimbard.

"L'industrie automobile au cœur de la troisième révolution industrielle", Billet du 22 janvier, par M. Fouquin.

"Les inégalités font bondir le crédit et le risque de crise financière", Vidéo du 23 janvier, par J. Héricourt.

"Left behind by protectionism: learning from the Bush administration's steel tariffs", dans la série Protectionnisme, Billet du 31 janvier, par S. Jean, A. Reshef.

"US withdrawal from the Paris Agreement: can States lead the fight to reduce carbon emissions?", Billet du 2 février, par C. Bellora, J. Fouré.

"Relations économiques et commerciales entre les États-Unis et la Chine : le ton monte", dans la série Protectionnisme, Billet du 8 février, par J. Boittin.

"Progrès technique ou mondialisation : qui a le plus d'impact sur l'emploi ?", Vidéo du 14 février, par F. Toubal.

"Quelle période de transition pour l'après Brexit ?", dans la série Brexit, Billet du 15 février, par V. Vicard, S. Weber.

"Pour comprendre la crise des importations américaines d'acier et d'aluminium", dans la série Protectionnisme, Billet du 13 mars, par C. Bellora, S. Jean.



Disponibles sur
<http://www.cepil.fr/BLOG/bi/blog.asp>

"Face aux menaces commerciales américaines, l'Europe doit réagir fermement", dans la série Protectionnisme, Billet du 13 mars, par S. Jean.

"Acier et aluminium : le défi de Donald Trump", dans la série Protectionnisme, Billet du 13 mars, par J. Boittin.

"Le commerce selon Trump : de la concurrence économique à la confrontation politique", dans la série Protectionnisme, Billet du 30 mars, par S. Jean.

"40 ans d'économie mondiale en 40 graphiques", Billet du 19 avril, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"En Chine, une Journée de la Terre sur fond de pollution massive", Billet du 22 avril, par S. Monjon, S. Poncet.

"L'impact des impôts sur l'économie : l'exemple de la taxe foncière", Vidéo du 25 avril, par T. Grjebine.

"Parmi les grands émergents, la Turquie affiche une dépendance énergétique record", Billet du 24 mai, par D. Ünal.

"Qu'est devenu le miracle coréen ?", Billet du 1er juin, par M. Fouquin.

"La stratégie internationale de la Corée en question ", Billet du 4 juin, par M. Fouquin.

"Ankara-Téhéran-Moscou, axe énergétique et géopolitique", Billet du 8 juin, par D. Ünal.

"À qui profitent les revenus des investissements des multinationales ?", Billet du 18 juin, par L. Nayman, V. Vicard.

"Indexer les obligations d'État sur le PIB", Vidéo du 27 juin, par C. Destais.

"Les services moteurs du développement ? L'expérience indienne", Billet du 13 juillet, par I. Bensidoun, F. Lemoine.

"Henri Martre ", Billet du 25 juillet, par S. Jean.

"Un apaisement commercial transatlantique, à quel prix ?", dans la série Protectionnisme, Billet du 13 août, par S. Jean.

"Venezuela : une cryptomonnaie pour vaincre l'hyperinflation ? ", Billet du 30 août, par C. Destais.

"L'économie mondiale 2019 : une reprise sous tensions", Billet du 31 août, par I. Bensidoun, J. Couppey-Soubeyran.

"Sur la scène économique internationale, l'UE ne peut pas rester spectatrice", dans la série Protectionnisme, Billet du 7 septembre, par S. Jean.

"Les revenus des multinationales dans les paradis fiscaux", Billet du 14 septembre, par L. Nayman, V. Vicard.

"La mondialisation : dynamique, fondements et débats", Vidéo du 19 septembre, par S. Jean.

"Banks Defy Gravity in Tax Havens", Billet du 21 septembre, par V. Bouvatier, G. Capelle-Blancard, A.-L. Delatte.

"Les banques défient la gravité dans les paradis fiscaux", Billet du 3 octobre, par V. Bouvatier, G. Capelle-Blancard, A.-L. Delatte.

"Lifting the Lid on the Black Box of Informal Trade in Africa", Billet du 5 octobre, par J. Jarreau, C. Mitaritonna, S. Bensassi.

"Let their people come: Migrants as drivers of knowledge diffusion", Billet du 8 octobre, par D. Bahar, H. Rapoport.

"États-Unis-Chine : un conflit commercial de première ampleur ", dans la série Protectionnisme, Billet du 12 octobre, par S. Jean.

"L'économie mondiale en 2019 : la montée des risques", Vidéo du 17 octobre, par S. Jean.

"Le soja, graine de discorde entre les États-Unis et la Chine", Billet du 19 octobre, par C. Bellora, C. Emlinger.

"Pourquoi cette baisse structurelle de l'inflation", Vidéo du 23 octobre, par M. Aglietta.

"La faillite d'une banque peut-elle encore à elle seule déclencher une crise financière ? ", Billet du 29 octobre, par J. Couppey-Soubeyran, T. Renault.

"Fixing the Euro Needs to Go Beyond Economics ", Billet du 29 octobre, par A.-L. Delatte.

"Les revenus des multinationales dans les paradis fiscaux", Vidéo du 30 octobre, par V. Vicard.

"Transformer le régime de croissance* (1/4) - Les cycles financiers : une histoire ancienne", Billet du 5 novembre, par M. Aglietta.

"Les grandes banques centrales et l'inflation : une analyse critique", Vidéo du 5 novembre, par M. Aglietta.

"Comment expliquer la déformation du partage de la valeur ajoutée depuis 30 ans ? ", Billet du 12 novembre, par S. Piton, A. Vatan.

"L'évolution du partage de la valeur ajoutée en occident", Vidéo du 14 novembre, par A. Vatan.

"Why the WTO needs reform", Billet du 16 novembre, par S. Jean.

"Transformer le régime de croissance* (2/4) -Cycle financier, croissance et inflation", Billet du 19 novembre, par M. Aglietta.

"La sauvegarde de l'euro n'est pas qu'une question économique", Billet du 26 novembre, par A.-L. Delatte.

"Les effets macroéconomiques réels des politiques fiscales", Vidéo du 28 novembre, par T. Grjebine.

"Deep PTAs, Global Value Chains and Migration", Billet du 2 décembre, par G. Orefice.

"Transformer le régime de croissance* (3/4) - Modes de gouvernance et comportements d'agents", Billet du 3 décembre, par M. Aglietta.

"La reconfiguration du commerce mondial s'accélère", Vidéo du 4 décembre, par D. Ünal.

"ALENA 2.0", Billet du 4 décembre, par J. Boittin.

"Spécialisations USA-UE-Chine et perspectives du commerce mondial", Billet du 5 décembre, par D. Ünal.

"Quels sont les effets des politiques fiscales sur l'activité économique ?", Billet du 10 décembre, par T. Grjebine.

"À quoi reconnaît-on un paradis fiscal ?", Billet du 11 décembre, par L. Nayman, V. Vicard.

"Transformer le régime de croissance* (4/4) - Pour une croissance inclusive et soutenable", Billet du 17 décembre, par M. Aglietta.

"La Turquie en crise et ses contraintes géopolitiques", Vidéo du 21 décembre, par D. Ünal.

Annexe 2



Le site internet du CEPII

LE SITE INTERNET DU CEPII

www.cepii.fr

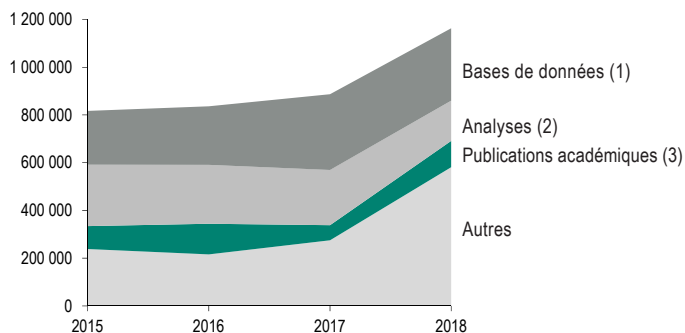
L'offre du site

L'intégralité des travaux du CEPII est accessible à l'internaute. Pour l'année et pour l'ensemble des produits depuis leur création, depuis la numérisation de l'ensemble des publications : 625 documents de travail depuis 1994 et 539 lettres (dont 148 en anglais) depuis 1979, les résumés de 156 numéros de la revue *International Economics* depuis 1980. Comme chaque année, le fonds du site s'est enrichi de nouveaux événements et publications : 24 *Documents de travail*, 7 *Policy briefs*, 11 numéros de *La Lettre du CEPII*, 11 *Newsletters en français*, 11 *Newsletters en anglais*, 1 *Panorama du CEPII*, 45 réunions, 4 numéros d'*International Economics*. Les références relatives à la présentation des travaux du CEPII dans les médias, revues scientifiques, ont été ajoutées : 259 articles ou interviews dans les médias, 27 articles dans les revues scientifiques.

Fréquentation

Selon les deux outils de mesure d'audience globale les plus pertinents utilisés, Xiti et Google, les chiffres de fréquentation globale varient sensiblement: respectivement 848 824 et 2 008 502 pages vues ; 275 149 et 266 859 visites. Seul Xiti nous permet

Les pages vues, par type de produits CEPII : évolution 2015-2018



(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du ministère des Finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs, (3) Working Papers, Rapports de recherche et *International Economics* (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

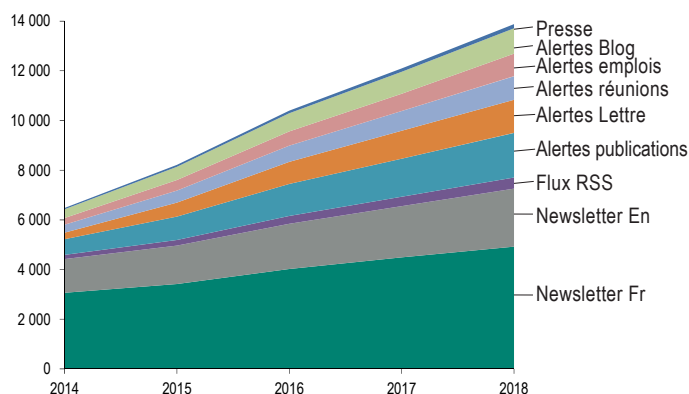
Source : REPEC et XITI.

une analyse fine sur l'évolution de la structure de l'audience. À cela s'ajoute les statistiques de REPEC, plateforme qui s'adresse spécifiquement à la communauté internationale des économistes.

La fidélisation croissante du public

Les nouveaux événements et publications mis en ligne sont signalés aux personnes qui l'ont souhaité par le biais de la Newsletter du CEPII. Est également proposé un abonnement à des alertes et des flux RSS. Le nombre total d'inscrits fin 2018 était de 7 042 (+ 816 par rapport à 2017), sachant qu'un même inscrit est souvent abonné à plusieurs supports d'information.

Internauts fidélisés : évolution 2014-2018

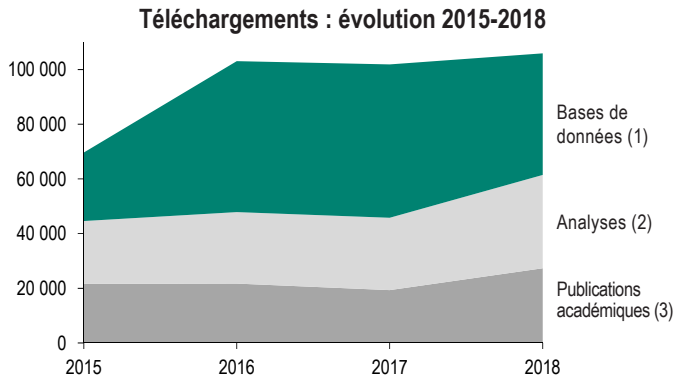


Source : CEPII.

On enregistre, en 2018, 5 364 nouvelles inscriptions pour la consultation et le téléchargement des bases de données du CEPII, portant le nombre total d'inscriptions à 36 055.

Les téléchargements

Les téléchargements rendent compte de l'appropriation des travaux du CEPII par les internautes à des fins de recherche ou à des fins pédagogiques. À noter, que la possibilité de téléchargement individuel des graphiques des Panoramas analytiques a généré 3 153 téléchargements. Les pages interactives des profils pays ont généré 8 903 téléchargements.



(1) Les bases de données comprennent les bases du CEPII, Visualdata et les Institutions, base du Ministère des Finances hébergée au CEPII.

(2) L'économie mondiale, La lettre du CEPII, Panoramas du CEPII, CEPII Policy Briefs.

(3) Working Papers, Rapports de recherche et International Economics (hébergée depuis 2013 chez Elsevier).

Source : REPEC et XITI

Détail des téléchargements 2015- 2018

	2018	2017	2016	2015
Publications académiques	27 344	19 348	21 677	21 591
Documents de travail	26 667	17 424	20 607	20 166
International Economics	677	1 924	1 070	11 425
Analyses	34 890	27 837	26 144	23 025
La Lettre du CEPII	21 059	12 687	14 885	14 654
L'économie mondiale	4 214	6 362	5 655	1 030
Panoramas	3 153	2 530	1 446	2 485
Policy Briefs	2 137	1 561	1 799	1 524
Blog	3 550	3 320	2 359	
L'économie internationale en campagne	777	1 377		
Bases de données	35 556	88 250	55 303	25 091

Une audience internationale

Répartition géographique des visites en 2018

Total	Europe	France	Asie	Amérique du Nord	Afrique	Amérique du Sud	Océanie
100 %	63 %	47 %	15 %	11 %	7 %	3 %	1 %

Le CEPII dans la communauté économique internationale

Le CEPII et ses travaux sont répertoriés par le principal collectif international de diffusion de la recherche en économie (REPEC) qui collabore entre autres à la base de données EconLit de l'*American Economic Association*. Le CEPII y est classé au 12^e rang mondial des think tanks (<https://ideas.repec.org/top/top.ttanks.html>, mai 2019) et au 18^e rang mondial toutes institutions confondues dans le domaine du commerce international (<https://ideas.repec.org/top/top.int.html>, mai 2019). Dans le classement GGTTTI qui considère plus de 6 500 institutions, le CEPII apparaît au 38^e rang mondial dans le domaine de l'économie internationale.

Annexe 3



Les publications hors CEPII

LES PUBLICATIONS HORS CEPII¹

En gras : revues à comité de lecture

ADELMAN Jeremy, DELATTE Anne-Laure, "Europe's Constituent Moment", *In How to Democratize Europe?*, Antoine Vauchez, 2018.

BAZILLIER Rémi, HÉRICOURT Jérôme, LIGONNIÈRE Samuel, "**La relation circulaire entre inégalités de revenu et finance : Tour d'horizon de la littérature et résultats récents**", *Revue d'Economie Financière*, n° 128, p. 127-152, janvier 2018.

BELOTTI Federico, DI PORTO Edoardo, SANTONI Gianluca, "**Spatial Differencing: Estimation and Inference**", *CESifo Economic Studies*, vol. 64(2), p. 241-254, juin 2018.

BENSIDOUN Isabelle, TRANCART Danièle, "**Career Choices and the Gender Pay Gap: The Role of Work Preferences and Attitudes**", *Population*, vol. 73(1), p. 35-59, 2018.

BENSIDOUN Isabelle, TRANCART Danièle, "**Choix professionnels et écarts de salaires entre hommes et femmes : le rôle des différences de préférences et attitudes face au travail**", *Population*, vol. 73(1), p. 35-61, 2018.

BOUVATIER Vincent, CAPELLE BLANCARD Gunther, DELATTE Anne-Laure, "Banks in Tax Havens First Evidence Based on Country-by-Country Reporting", *In Ten Years After the Financial Crisis*, Thomas Groll, 2018.

CHARLES Amélie, DARNÉ Olivier, TRIPIER Fabien, "**Uncertainty and the Macroeconomy: Evidence from an Uncertainty Composite Indicator**", *Applied Economics*, vol. 10(50), p. 1093-1107, 2018.

CHEPTEA Angela, EMLINGER Charlotte, LATOUCHE Karine, "**Exporting Firms and Retail Internationalization: Evidence from France**", *Journal of Economics and Management Strategy*, Wiley Periodicals, p 1-22, novembre 2018.

COUHARDE Cécile, DELATTE Anne-Laure, GREKOU Carl, MIGNON Valérie, MORVILLIER Florian, "**EQCHANGE: A World Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates**", *International Economics*, n° 156, p. 206-230, Q4 2018.

¹ Les auteurs CEPII sont en vert.

COULIBALY Dramane, GNIMASSOUN Blaise, MIGNON Valérie, "**Growth-Enhancing Effect of Openness to Trade and Migrations: What Is the Effective Transmission Channel for Africa?**", *Journal of African Economies*, vol. 27(4), p. 369-404, août 2018.

DAVIES Ronald B., MARTIN Julien, PARENTI Mathieu, TOUBAL Farid, "**Knocking on Tax Haven's Door: Multinational Firms and Transfer Pricing**", *Review of Economics and Statistics*, vol. 100(1), p. 20-134, 2018.

DESTAIS Christophe, "Radioscopie de l'économie chinoise", *Politique Internationale*, n° 158, Hiver 2017-2018, p. 265-280, 2018.

DUFRENOT Gilles, ONORATO PARET Anne-Charlotte, "**Sovereign Debt in Emerging Market Countries: Not All of Them Are Serial Defaulters**", *Applied Economics*, vol. 50(59), Taylor & Francis, p. 6406-6443, 2018.

DUFRENOT Gilles, JAWADI Fredj, KHAYAT Guillaume, "**A Model of Fiscal Dominance under the 'Reinhart Conjecture'**", *Journal of Economic Dynamics and Control*, vol. 93(0), Elsevier, p. 332-345, août 2018.

EDO Anthony, "**The Impact of Immigration on the Labor Market**", *Journal of Economic Surveys*, 2018.

EGGER Peter, TOUBAL Farid, "**Native Language and Acquired Language as Determinants of Product-level Trade**", *World Economy*, vol. 47(7), p 1833-1846, 2018.

EMLINGER Charlotte, PONCET Sandra, "**With a Little Help from My Friends: Multinational Retailers and China's Consumer Market Penetration**", *Journal of International Economics*, vol. 112, p. 1-12, février 2018.

FERRARA Laurent, LHUISSIER Stéphane, TRIPIER Fabien, "Incertitude et macroéconomie : canaux de transmission et implications en termes de politique économique", *Rue de la Banque*, n° 61, 2018.

FONTAGNÉ Lionel, OREFICE Gianluca, "**Let's Try Next Door: Technical Barriers to Trade and Multi-destination Firms**", *European Economic Review*, vol. 101, p. 643-663, janvier 2018.

FONTAGNÉ Lionel, MARTIN Philippe, OREFICE Gianluca, "**The International Elasticity Puzzle Is Worse than You Think**", *Journal of International Economics*, vol. 115, p. 115-129, novembre 2018.

GOMES Gabriel, HACHE Emmanuel, MIGNON Valérie, PARIS Anthony, **"On the Current Account - Biofuels Link in Emerging and Developing Countries: Do Oil Price Fluctuations Matter?"**, Energy Policy, vol. 116(May), p. 60-67, mai 2018.

GRJEBINE Thomas, SZCZERBOWICZ Urszula, TRIPIER Fabien, **"Corporate Debt Structure and Economic Recoveries"**, European Economic Review, vol. 101, p. 77-100, janvier 2018.

GRJEBINE Thomas, SZCZERBOWICZ Urszula, TRIPIER Fabien, "Structure de la dette des entreprises et reprises économiques : analyse d'un groupe de pays", Rue de la Banque, n° 63, mai 2018.

HÉRICOURT Jérôme, NEDONCELLE Clément, **"Multi-Destination Firms and the Impact of Exchange-Rate Risk on Trade"**, Journal of Comparative Economics, vol. 46(4), p. 1178-1193, décembre 2018.

JOËTS Marc, MIGNON Valérie, RAZAFINDRABE Tovonony, "Oil Market Volatility: Is Macroeconomic Uncertainty Systematically Transmitted to Oil Prices?", *In Uncertainty, Expectations and Asset Price Dynamics: Essays in the Honor of Georges Prat*, Springer, p. 31-50, 2018.

LOPEZ-VILLAVICENCIO Antonia, MIGNON Valérie, **"Globalization and Exchange Rate Pass-Through in Europe: Is there a Link?"**, Journal of Economic Integration, vol. 33(4), p. 773-786, 2018.

MALGOUYRES Clément, MAYER Thierry, **"Exports and Labor Costs: Evidence from a French Policy"**, Review of World Economics, vol. 3(154), p. 429-454, 2018.

MATTEO Cervellati, NAGHAVI Alireza, TOUBAL Farid, **"Trade Liberalization, Democratization, and Technology Adoption"**, Journal of Economic Growth, vol. 23(2), p. 145-173, 2018.

MELITZ Jacques, **"English as a Lingua Franca: Facts, Benefits and Costs"**, The World Economy, vol. 41(7), Wiley & Sons, Ltd, p. 1750-1774, 2018.

MELITZ Jacques, **"A model of the Beginnings of Coinage in Antiquity"**, European Review of Economic History, vol. 21, Oxford University Press, p. 83-103, 2018.

MITARITONNA Cristina, JARREAU Joachim, BENSASSI Sami, **"Regional Integration and Informal Trade in Africa: Evidence from Benin's Borders"**, Journal of African Economies, vol. 28, p. 89-118, janvier 2019.

OREFICE Gianluca, DI COMITE Francesco, NOCCO Antonella, "**Trade Liberalization and the Wage Gap: The Role of Vertical Linkages and Fixed Costs**", *Review of World Economics*, vol. 154(1), p. 75-115, février 2018.

OREFICE Gianluca, **SANTONI Gianluca**, "**Exporting Creative and Cultural Products: Birthplace Diversity Matters!**", *World Economy*, vol. 41(7), p. 1867-1887, juillet 2018.

RAPOPORT Hillel, "Repenser l'immigration en France : une perspective économique", Éditions de la rue d'Ulm, Collection du CEPREMAP n° 45, février 2018.

Annexe 4



Le CEPII dans les médias

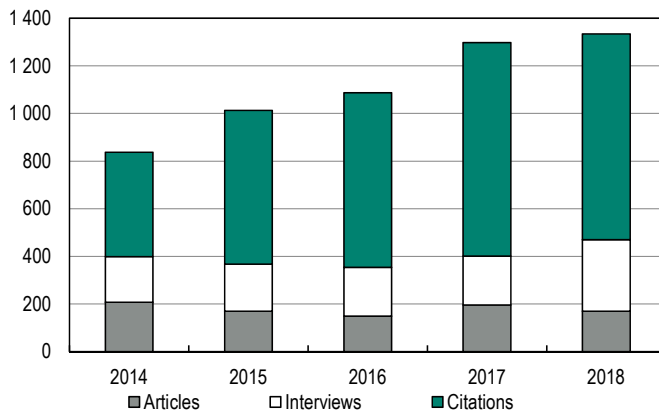
LE CEPII DANS LES MÉDIAS

En 2018, les économistes du CEPII ont publié 170 articles de presse et réalisé 300 interviews exclusives. Au total, le CEPII est apparu 2 226 fois sur le web et dans la presse écrite.

Tableau : nombre de mentions du CEPII sur le web et dans la presse écrite

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Citations	1 785	1 987	2 085	2 182	2 226

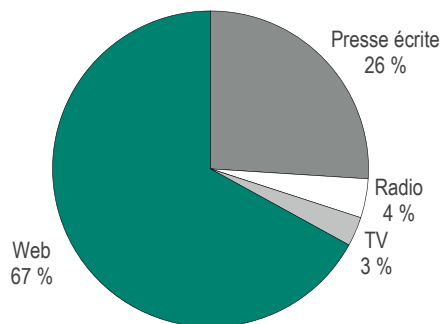
Répartition des mentions du CEPII : 2014-2018



Source : Référencement par le CEPII à partir de Kantarmedia et Meltwater.

Note : le CEPII recense les coupures de presse fournies par l'Argus de la presse pour la presse écrite en français et les alertes envoyées par Meltwater et Google pour les citations sur les sites internet dans le monde. Les économistes notifient également leurs interventions dans les médias audiovisuels et dans la presse écrite internationale. Les reprises d'articles déjà parus dans des médias différents ne sont pas exhaustives.

Répartition par type de support en 2018



Annexe 5



Rencontres organisées
par le CEPII
et le Club du CEPII

RENCONTRES ORGANISÉES (OU CO-ORGANISÉES) PAR LE CEPII

A - COLLOQUES, SÉMINAIRES ET RÉUNIONS

Brexit : quels enjeux pour l'agriculture ? En partenariat avec l'INRA.	10 janvier Paris
Building a Better IMF: Lessons from Independent Evaluations of IMF Performance En partenariat avec le FMI.	8 février Paris
Theories and Methods in Macroeconomics (T2M) - 22nd Conference Organisé par l'université Paris-Dauphine, en partenariat avec le CEPII, la Fondation Banque de France, le CEPREMAP, l'OFCE, l'EPEE et le Labex MME-DII.	15 mars Paris
Printemps de l'économie : Démondialisation ? DES mondialisations ! Le CEPII, partenaire scientifique du Printemps.	20-23 mars Paris
CEPII-PSE Paris Migration Seminar Co-organisé avec Paris School of Economics, l'Institut Convergences Migrations et Labex OSE.	10 avril Paris
La France et l'Europe dans la mondialisation Conférence à l'occasion des 40 ans du CEPII	12 avril Paris
Stabilizing the Euro Area. Political and Economic Perspectives Organisé avec le Conseil d'Analyse Économique (CAE)	15 mai Paris
Penser le capitalisme avec Michel Aglietta Organisé par la Banque de France, en collaboration avec l'Université Paris Nanterre, le CEPII, l'OFCE et la Caisse des Dépôts.	29 mai Paris
Migration and Trade Séminaire CEPII – PSE	30 mai Paris
18th Doctoral Meetings in International Trade and International Finance Organisé par le Réseau RIEF (Research in International Economics and Finance), en collaboration avec le CEPII, la Banque de France, l'ifo Institute, le CESifo, le Cepremap et PSE. Le CEPII est partenaire du réseau.	15 juin Munich

19 juin Paris	No Double Standards: Quantifying the Impact of Standard Harmonization on Trade Séminaire de recherche
21 juin Paris	The Future of World Trade: How Digital Technologies Are Transforming Global Commerce Rapport sur le commerce mondial 2018
29 juin Paris	Real Equilibrium Exchange Rates: Relevance in Open Economy Macroeconomics and Operationality in Economic Policy-Making
4-5 juillet Paris	What Can Economists Say about Trade Wars? Coorganisé avec PSE et OSE
28 août Palaiseau	Entretiens Enseignants-Entreprises 2018 : Les entreprises dans la mondialisation Organisé par l'École polytechnique
12 septembre Paris	La croissance accélère, les tensions montent Conférence de présentation de "L'économie mondiale 2019"
1 ^{er} octobre Paris	Transformer le régime de croissance Organisé avec l'Institut CDC pour la Recherche de la Caisse des Dépôts
12 octobre Blois	L'économie au Rendez-vous de l'histoire 2018 : Coopération, concurrence ou guerre ? La mondialisation dans tous ses états Le CEPII est collaborateur scientifique des Rendez-vous.
17-18 octobre Bruxelles	Asia Europe Economic Forum (AEEF): Europe and Asia: Global Partners for Global Economic Challenges Organisé par Asia-Europe Foundation. Le CEPII est partenaire de l'ASEF.
25 octobre St. Gallen, Suisse	XVIth ELSNIT Annual Conference : Technology and Trade Organisé par le réseau ESLNIT. Le CEPII est partenaire du réseau.
6-7-8 novembre Lyon	Les JÉCO 2018 : Que sait-on de notre futur ? Le CEPII est partenaire scientifique des JECO
19-20 novembre Bruxelles	Annual Conference 2018 "International Trade and Protectionism" Organisé par EconPol Europe (European Network for Economic and Fiscal Policy Research).

Immigration in OECD Countries - 8th Annual International Conference

10-11 décembre
Boulogne-Billancourt

Organisé avec l'OCDE, l'Université de Lille (LEM), Paris School of Economics, Fondazione Rodolfo De Benedetti, l'Université du Luxembourg et l'IRES (Université Catholique de Louvain).

B - ATELIER THÉMATIQUE

LUNCH TALK RENCONTRES EUROPE ET INTERNATIONAL (co-organisé avec France-Stratégie)

Des incertitudes pèsent sur l'avenir de l'Union européenne et sa place dans le monde. De la crise sont nées des ébauches institutionnelles pour l'Europe, et il s'agit aujourd'hui de les transformer en un édifice solide et pérenne. Les grands chantiers aujourd'hui ouverts pour l'Union européenne à 28 et pour la zone euro posent des questions économiques, institutionnelles, politiques, sociétales, de gouvernance.

Dans ce contexte, le CEPII et le CGSP organisent des rencontres mensuelles sur l'Europe qui ont vocation à rassembler, autour d'un intervenant choisi pour son actualité ou son implication dans le champ européen, diverses personnalités du monde officiel, économique, financier ou académique, pour discuter collectivement des grandes thématiques européennes.

La zone euro, entre convergence ou divergence ?	16 janvier
Présentation du rapport du FMI "Inequality and Poverty Across Generations in the EU"	30 janvier
Présentation du rapport du FMI "IMF Fiscal Monitor: Tackling Inequality"	2 février
Migration et mobilité au sein de l'Union européenne	28 mars
Présentation de l'ouvrage "Unelected Power. The Quest for Legitimacy in Central Banking and the Regulatory State"	30 mai
Le potentiel économique et les risques des crypto-actifs : un cadre réglementaire est-il nécessaire ?	19 septembre

C - SÉMINAIRES INTERNES

"EQCHANGE: A World Database on Actual and Equilibrium Effective Exchange Rates", par Carl Grekou.

11 janvier

08 mars	"GVCs and the Endogenous Geography of RTAs", par Gianluca Santoni.
29 mars	"Returns on Foreign Assets and Liabilities and Profit Shifting", par Vincent Vicard.
5 avril	"Genèse de la mondialisation", par Michel Fouquin.
3 mai	"Revisiting NAFTA: Estimation the US Local Employment Effects", par Anca Cristea (co-auteurs Shushanik Hakobyan, IMF ; Kyle Oliverio, University of Oregon).
17 mai	"Trading under Treat : The Deterring Impact of Antidumping", par Kevin Lefebvre (co-auteurs Cécila Bellora, Sébastien Jean).
31 mai	"Foreign Platforms and Profit Shifting", par Sébastien Laffite.
28 juin	"Moral Suasion", par Anne-Laure Delatte et Naomie Pinardon-Touati.
12 juillet	"Présentation GVC (GVCs Are Still and Well?)", par Deniz Ünal (co-auteurs Guillaume Gaulier, Banque de France ; Aude Sztulmann, université Paris-Dauphine).
20 septembre	"Macroeconomic Implications of Learning, Imperfect Information and Financial Frictions in Interdependent Economies", par Erica Perego (co-auteurs E. Illiopulos et T. Sopraseuth).
18 octobre	"Misfits in the Car Industry: Offshore Assembly Decisions at the Variety", par Thierry Mayer (co-auteur Keith Head, LSE).
6 décembre	"Foreign Direct Investment and Uncertainty: Evidence from French Multinational Firms", par Fabien Tripier (co-auteurs T. Magiorani et R. Cesar).
	D - SÉMINAIRES EXTERNES
18 janvier	"Information, Frictions in Migrations", par Charly Porcher (Princeton),(co-auteurs Pr. E. Morales et Pr. T. Fujiwara).
13 mars	"Political Uncertainty and Investment", par Anne Duquerry (Banque de France).
27 mars	"Équilibre femme/homme au travail", par Hélène Perivier et Régine Serra (Sciences po).
15 mai	"Credit Misallocation During the European Financial Crisis", par Guido Tabellini (University of Bocconi) (co-auteurs Fabiano Schivardi, Enrico Sette).

"Trade and Currency Weapons", par Agnès Bénassy-Quéré (Paris 1), Matthieu Bussière (Banque de France) et Pauline Vibaux (PSE).	23 mai
"Firm Adjustment to Supply Chain Uncertainty Through the Use of Incoterms", par C. Hergehelegue (Paris School of Economics & Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).	24 mai
"Let There Be Light : Trade and the Development of Border Regions", par Alexander Himbert (Université de Lausanne).	4 juin
"Intégration des marchés de capitaux, crises financières et synchronisation des cycles conjoncturels", par Paul Berenberg-Gossler (Hertie School of Governance, Berlin).	7 juin
"No Double Standards: Quantifying the Impact of Standard Harmonization on Trade", par Walter Steingress (Banque du Canada).	19 juin
"Publishing While Female. Are Women Held to Higher Standards? Evidence from Peer Review", par Erin Hengel (University of Liverpool).	6 septembre
"On Exchange Rate Misalignments", par Claire Giordano (Banque d'Italie).	27 septembre
"Taxing Capital and Labor When Both Factors Are Imperfectly Mobile Internationally", par Agnès Bénassy-Quéré (PSE), Hyppolyte d'Albis, Amélie Schurich.	11 octobre
"Climate Change, Inequality and Migration" par Frédéric Docquier (UC Louvain), (co-auteurs Michal Burzynski, Université du Luxembourg ; Christoph Deuster, IRES ; Jaime de Melo, FREDI).	26 octobre



RENCONTRES ORGANISÉES PAR LE CLUB DU CEPII

12 janvier	Nigeria : des signaux tangibles mais encore fragiles de l'émergence
31 janvier	La politique économique américaine et ses conséquences mondiales un an après l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche
6 février	L'inflation, un retour impossible ?
21 mars	Country focus: China, The Prospects for the Chinese Economy After the Constitutional Reform
28 mars	Où va la politique commerciale américaine ?
17 mai	Israel and the World Economy – The Power of Globalization
24 mai	La situation économique de la Russie
8 juin	Bésil : les défis pour consolider la sortie de crise et prendre un nouvel élan
22 juin	Trump, Trade and the Dollar
2 octobre	Perspectives sur l'économie mondiale et les marchés financiers
10 octobre	La Turquie : la présidence Erdogan au risque d'une nouvelle crise financière ?
25 octobre	La croissance de l'économie mondiale, les perspectives à court terme, le poids de la crise. Une analyse du FMI
6 novembre	Bésil : une nouvelle donne pour l'économie après les élections des 7 et 28 octobre 2018 ?
29 novembre	Économies émergentes : le retour des crises ?
13 décembre	10 ans après la faillite de Lehman Brothers, le risque systémique a-t-il baissé ?

Annexe 6



Participation à des groupes
de travail et comités d'experts

PARTICIPATION À DES GROUPES DE TRAVAIL ET COMITÉS D'EXPERTS

Michel Aglietta

Direction du groupe sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC pour la Recherche.

Cecilia Bellora

Participation au groupe de travail OCDE-GTAP intitulé "Expert Workshop on Long-term structural Baseline Projections"

Isabelle Bensidoun

Participation au groupe de travail d'élaboration du questionnaire pour le sondage sur la mondialisation, Printemps de l'économie.

Jézabel Couppey-Soubeyran

Membre du Haut Conseil certificateur de place, Autorité des marchés financiers.

Membre du comité scientifique du Printemps de l'économie.

Matthieu Crozet

Membre junior de l'Institut Universitaire de France.

Anne-Laure Delatte

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Membre du Conseil général de la Banque de France.

Christophe Destais

Comité des risques émergents, Direction Générale du Trésor.

Gilles Dufrénot

Participation au groupe de travail sur les dettes publiques de la zone euro, Institut CDC pour la Recherche.

Charlotte Emlinger

Participation au groupe de travail sur la Politique Agricole Commune, France Stratégie.

Participation au groupe d'expert du ministère de l'Agriculture Actif'Agri sur l'emploi agricole.

Lionel Fontagné

Directeur du Centre d'Économie de la Sorbonne.

Président de la Commission entreprises et stratégies de marché du CNIS.

Research Fellow, CESifo, Munich.

Membre des Comités scientifiques : Économie & Prévision ; Annals of Economics and Statistics.

Participation au groupe de travail OCDE-GTAP intitulé "Expert Workshop on Long-term structural Baseline Projections".

Michel Fouquin

Membre du comité scientifique de journées de l'économie de Lyon.

Membre du comité scientifique du Printemps de l'économie.

Jean Fouré

Membre du Comité consultatif du Global Trade Analysis Project (GTAP)

Participation au Comité de Suivi des Politiques Commerciales (Ministère des Affaires étrangères et européennes)

Participation au groupe de travail OCDE-GTAP intitulé "Expert Workshop on Long-term structural Baseline Projections"

Participation au groupe de travail du projet EU-Calc, intitulé "Transboundary effects of EU decarbonization pathways"

Houssein Guimbard

Membre du Comité Scientifique la Société Française d'Économie Rurale.

Jérôme Héricourt

Membre nommé du Comité Directeur et du Bureau de l'Association Française de Sciences Économiques (AFSE), responsable éditorial du site web et du blog.

Membre du Comité Scientifique des Doctoriales en Économie et Finance Internationales, organisées par le RIEF (Research in International Economics and Finance).

Membre suppléant du Conseil National des Universités (section 05).

Sébastien Jean

Membre du Comité de programmation de L'économie aux Rendez-vous de l'histoire de Blois.

Membre du Comité Stratégique de la Direction Générale du Trésor (Ministère des Finances, France)

Fellow, CESifo Research Network, Munich, Allemagne.

Policy Associate, GEP, University of Nottingham, Royaume-Uni.

Membre du Conseil National de la Productivité (CNP)

Membre du Conseil de l'OFCE

Membre du groupe de travail de France Stratégie sur la réforme de la PAC

Françoise Lemoine

Membre du comité éditorial de la Revue Perspectives Chinoises/ China Perspectives.

Thierry Mayer

Membre du comité éditorial du Journal of International Economics, de Regional Science and Urban Economics et du Journal of Regional Science.

Organisateur du Paris Trade Seminar.

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Valérie Mignon

Membre élue au Cercle des Économistes.

Membre élue au Comité Directeur de l'Association Française de Sciences Économiques (élue seconde vice-présidente en mai 2018), membre du bureau.

Co-rédacteur en chef d'International Economics.

Membre du comité éditorial de : Energy Policy, Finance, Économie et Prévision, Economics Bulletin.

Co-responsable des Journées annuelles d'économétrie "Développements récents de l'économétrie appliquée à la finance", Paris, 7 novembre 2018.

Présidente du jury du prix de thèse de l'AFSE, 2018.

Membre du jury de sélection des membres de l'Institut Universitaire de France (IUF), 2018.

Membre du jury du prix 2018 de la Revue Économique

Gianluca Orefice

Participation à un groupe de travail du Ministère de l'Agriculture.

Lionel Ragot

Membre élu au Comité Directeur de l'Association française de Sciences Économiques (AFSE).

Membre élu au bureau de l'Association française des économistes de l'environnement et des ressources naturelles (FAERE).

Membre du comité scientifique d'Elipa 2 (Ministère de l'Intérieur, direction générale des étrangers en France).

Thomas Renault

Rapporteur pour l'Institut Messine (think tank des commissaires aux Comptes), "Les patrons de PME et d'ETI françaises vendent-ils trop tôt, et pourquoi ?"

Gianluca Santoni

Membre du Comité Scientifique de la conférence annuelle ELSNIT (Saint Gallen, octobre 25-26, 2018)

Farid Toubal

Membre du Conseil d'Analyse Économique.

Research Affiliate au CESifo.

Éditeur Associé de la European Economic Review.

Fabien Tripier

Head of the scientific committee of the T2M.

Conference Member of the scientific committee of the ADRES Doctoral Conference.

Membre du réseau RIEF (Research in International Economics and Finance).

Deniz Ünal

Membre du Comité France-Turquie.

Annexe 7



Relations partenariales
du CEPII

RELATIONS PARTENARIALES DU CEPII

AEEF

(Asia Europe Economic Forum)

L'AEEF est un forum de haut niveau permettant à des experts asiatiques et européens des échanges approfondis basés sur des travaux de recherche récents, sur des sujets mondiaux d'intérêt mutuel. L'AEEF organise chaque année une conférence.

Ses membres :

Asian Development Bank Institute (ADBI), Bertelsmann Stiftung, Bruegel, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII), Institute of World Economic and Politics, Chinese Academy for Social Sciences (IWEP-CASS), et Korea University.

EconPol Europe

EconPol Europe est un réseau européen qui réunit des universités et des centres de recherche afin de coordonner leur expertise scientifique pour réfléchir à l'avenir de l'Union européenne. Le réseau a été fondé au printemps 2017 par l'Institut Ifo et huit autres centres de recherche européens renommés.

Les membres fondateurs sont :

ifo Institute – Leibniz Institute for Economic Research at the University of Munich e. V. (ifo; Munich, Germany), Centre for European Policy Studies (CEPS; Brussels, Belgium), Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII; Paris, France), Institute for Advanced Studies (IHS; Vienna, Austria), Toulouse School of Economics (Toulouse, France), Centre for Business Taxation (University of Oxford, Great Britain), Department of Economics and Management (Università di Trento, Italy), VATT Institute for Economic Research (VATT; Helsinki, Finland) and Centre for European Economic Research (ZEW; Mannheim, Germany).

Le réseau a été créé à l'initiative du Ministère allemand des finances pour intensifier les recherches transfrontalières et approfondir les coopérations en Europe. L'objectif est de répondre aux défis économiques que rencontre l'Union européenne via des éclairages scientifiques.

Partenariat CEPII-GEP-IFO

Ce partenariat, initié en 2012, a pour objet l'organisation conjointe par le CEPII, le GEP (Université de Nottingham) et l'IFO (Munich) de conférences sur la mondialisation.

Réseau ELSNIT

(Euro-Latin Study Network on Integration and Trade)

Le réseau ELSNIT a été créé par la Banque Interaméricaine de Développement, par son bureau européen, par le département des programmes Intégration et régionalisation et INTAL (Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes). Le but du réseau est de stimuler la recherche, les études et les débats sur l'intégration et le commerce, de se servir de la riche expérience européenne pour éclairer le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes, et d'accroître les interactions entre chercheurs européens et latino-américains.

Les instituts membres :

Le réseau est coordonné par un comité directeur qui se compose actuellement du CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), de l'IfW (Kiel Institute for the World Economy, Allemagne); de EUI (l'European University Institute, Italie), de l' IBEI (Institut Barcelona d'Estudis Internacionals, Espagne), de l'University of St. Gallen (Suisse), du CEP (Center for Economic Performance, Royaume-Uni), du CEPR (Centre for Economic Policy Research, Royaume-Uni) et de l'IDB (Inter-American Development Bank - représenté par INT et INTAL).

Consortium GTAP

(Global Trade Analysis Project)

Le CEPII est membre du consortium GTAP. Y participent 28 organisations internationales et des instituts nationaux du monde entier. La base de données GTAP est aujourd'hui utilisée par des chercheurs du monde pour étudier les politiques commerciales et d'autres questions d'économie internationale en équilibre général. Le CEPII contribue activement au consortium par ses travaux réalisés à l'aide du modèle MIRAGE et par la construction de la base de données MAcMap. Cette participation au réseau GTAP a été rendue possible grâce au soutien de l'INRA et de la DG Trésor (Ministère de l'Économie et des Finances).

Réseau RIEF

(Research in International Economy and Finance)

Le réseau RIEF s'est constitué au cours de l'année 2004 afin de renforcer la coordination et les contacts scientifiques entre les centres européens travaillant sur l'économie internationale (commerce international, macroéconomie internationale, finances internationales). Le réseau organise notamment les Doctoriales qui réunissent des doctorants et de jeunes post-doctorants pendant deux jours consécutifs pour exposer des articles ou des travaux d'étape, devant leurs collègues et des enseignants-chercheurs plus confirmés. Un colloque est aussi organisé tous les deux ans.

Les instituts membres :

ADRES (Association pour le Développement de la Recherche en Economie et en Statistique, France), CEPII (Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, France), ENPC (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, France), GREQAM (Groupement de Recherche en Economie Quantitative d'Aix Marseille, France), IFPRI (International Food Policy Research Institute, États-Unis), PSE (Paris-Jordan Sciences Economiques, France), THEMA (Théorie Economique, Modélisation et Applications, France), ULB (Université Libre de Bruxelles, Belgique) & Université de Paris 1 (France).

Le Printemps de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique du Printemps de l'économie, lancé en 2012. Il s'agit ici de faire la pédagogie de l'économie auprès du grand public par des rencontres annuelles dans le but de faire connaître aux citoyens le travail des chercheurs et l'action des divers partenaires des Économiques, sous le Haut-Patronage de l'Assemblée Nationale.

JECO

Les journées de l'économie

Le CEPII est partenaire scientifique des JECO, événement national grand public de référence en matière de réflexion sur les grandes questions économiques.

TTIP-ITN

*Transatlantic Trade and Investment Partnership -
International Training Network*

L'objectif du Réseau de formation innovante TTIP (TTIP-ITN) est de favoriser la recherche interdisciplinaire sur le TTIP. entre

chercheurs de renommée mondiale et praticiens de toutes les disciplines pertinentes du droit - constitutionnel, marché intérieur de l'UE, droit des relations extérieures, droit commercial international, et droit international, ainsi que science politique, relations internationales, études commerciales et économie. Les réseaux de formation innovants (ITN) visent à former une nouvelle génération de chercheurs en début de carrière.

Sont membres du Consortium :

The University of Birmingham, Eidgenoessische Technische Hochschule Zuerich, Universita degli Studi di Torino, The University of Nottingham, Ifo Institut – Leibniz-Institut für Wirtschaftsforschung an der Universität München e.v., Erasmus Universiteit Rotterdam, Universität Passau, Egmont - Institut Royal des Relations Internationales, German University of Administrative Sciences Speyer, Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales, The City University.

Rapport d'activité 2018



CEPII

CONCEPTION GRAPHIQUE, RÉALISATION PAO

Sophie de Salée

IMPRESSION

DSAF/DPL/PGFDI

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07
www.cepii.fr

SOURCES PHOTOS (couverture)

iStock

Imprimé en juillet 2019

Le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) est le principal centre français de recherche et d'expertise en économie internationale. Les analyses et études du CEPII sur le commerce international, la macroéconomie et les finances, les politiques commerciales et les migrations contribuent au débat public et à la formulation des politiques économiques. Le CEPII produit des bases de données et renforce le dialogue entre chercheurs, décideurs de la sphère publique ou privée et acteurs de la société civile à travers l'organisation de nombreuses conférences.

Fondé en 1978 et placé auprès du Premier ministre, le CEPII fait partie du réseau coordonné par France Stratégie.



www.cepii.fr

CEPII

20 avenue de Ségur - TSA 10726 - 75334 Paris Cedex 07

Tél. : 01 53 68 55 00 – Fax : 01 53 68 55 01

www.cepii.fr